Vendredi 17 Janvier 1947 "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 158

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

TOUS à la MUTUALITE le 24 Janvier à 20 h. 30 pour un GRAND MEETING DU PARTI

C'est par l'action ouvrière que nous obtiendrons

UN MINIMUM VITAL

C'est par le contrôle ouvrier que nous imposerons

LA BAISSE DES PRIX

LE GOUVERNEMENT

refuse même aux fonctionnaires **l'application du minimum vital fixé par la C. G. T.**

Il prévoyait une augmentation annuelle de :

580.000 frs pour les gros fonctionnaires

2.000 à 3.000 frs pour les petits

Les travaux de reclassement n'étant pas terminés, l'U.G.F.F. demande au gouvernement l'attribution, à partir du 1er janvier 1947, d'acomptes proivisionnels à valoir sur la revalorisation.

L'écart était sérieux entre les chiffres fixés par les nouvelles échelles qui étaient proposées par la Direction de la fonction publique, et les acomptes provisionnels demandés par les dirigeants de l'U.G.F.F. Mais quand on sait que les nouvelles échelles de traitement que voulait appliquer la Direction de la fonction publique ont été élaborées en accord avec les services du directeur du budget, on comprend mieux.

Et quelles échelles ! Allant de 80.000 à 1.100.000 francs par an,

Payés à des salaires de famine, ils travaillent dur. Mais leur patience n'est pas sans feu !

elles octroyaient 580.000 francs d'augmentation aux fonctionnaires les plus élevés en grade, alors qu'à la base elles en prévoyaient une de 2 à 3.000 francs par an.

Les militants syndicalistes connaissent par expérience les pouvoirs des services de M. Gregh, car régulièrement l'aboutissement de la plus petite revendication se heurte à cette bastille. Il est tout-puissant, quel que soit le ministre en place, qu'il soit M.R.P. ou socialiste. M. Gregh représente la pérennité de l'Etat capitaliste au service des patrons ; et une fois de plus, en accord du reste avec les ministres socialistes, M. Gregh a bien servi ses maîtres.

L'article 32 du statut de la fonction publique dit que le traitement de début doit être calculé de telle façon que le traitement perçu ne soit pas inférieur à 120 p. 100 du minimum vital. Si l'on compte sur 84.000, minimum vital anormalement bas fixé par la C.G.T., le traitement de début du fonctionnaire le moins élevé en grade sera de 100.800, et c'est à partir de ce chiffre que doit s'échelonner la hiérarchie des salaires.

Mais comme le minimum vital de l'ensemble des travailleurs n'est pas encore officiellement déterminé, le gouvernement refuse d'appliquer l'article fondamental du statut de la fonction publique qui a été votée par l'assemblée nationale, et que les pouvoirs publics s'étaient engagés à appliquer, vraignant que le minimum vital des fonctionnaires soit revendiqué par les travailleurs de l'industrie privée. Et, une fois de plus, les directions syndicales ont capitulé. La politique de collaboration de classes a ses nécessités, et les intérêts matériels des petits et moyens fonctionnaires ont été sacrifiés.

Les demandes de l'U. G. F. F. étaient primitivement de 30.000 à 300.000. La recherche du compromis à tout prix avait eu pour résultat de réduire les revendications syndicales de 18.000 à 180.000, réduction scandaleuse pour les petits traitements. Cependant, les acomptes provisionnels accordés par le gouvernement ne s'échelonnent que de 15.000 à 180.000.

La bataille pour la revalorisation des salaires reste à gagner, il appartient aux syndiqués de base de faire connaître leur résolution et d'obliger les directions syndicales à mener le combat. M KANN.

EDITORIAL

La distribution des portefeuilles

Le camarade Vincent Auriol vient de faire une trouvaille. Comme le lock-out de la presse a privé pas mal de travailleurs de goûter l'esprit d'à-propos du camarade Auriol, nous nous ferons un plaisir de donner à son invention la modeste publicité de « La Vérité ».

Auriol a ramassé la balle lancée par Jacques Duclos, au nom du groupe communiste de la Chambre et reprise par le bureau politique du P.C.F. Il s'agit

par Paul PARISOT

de l' « interdépendance » des présidences. Le joli mot. Et la jolie chose ! A moi le gouvernement, à toi la Chambre, à lui la République et le Sénat au dernier.

Mais Auriol, qui n'est pas tombé de la dernière pluie, a proposé le partage que voici : la S.F.I.O. se contenterait de présider la République, aux radicaux elle céderait la présidence de la Chambre, à la tête du gouvernement elle verrait... le M.R.P., pendant que le P.C.F. présiderait le nouveau Sénat.

Sous la houlette du M.R.P. se regrouperait une touchante unanimité nationale. Car le P.C.F. est indispensable. S'ils n'étaient pas au gouvernement, les ministrables communistes seraient capables de prendre avec moins de sérieux la tâche qui leur est impartie et dont ils se sont acquittés avec tant d'aisance — celle de mener en barque les travailleurs et de leur faire accepter, jour après jour, les SACRIFICES nécessaires AU RELEVEMENT DU CAPITALISME FRANÇAIS.

Les propositions d'Auriol, on le voit, ne manquent pas d'esprit. Elles prouvent même un remarquable esprit de suite. Après le ralliement de la S.F.I.O. à la politique de d'Argenlieu et de la Banque d'Indochine, après la grande baisse de 5 p. 100 (sur les petites hausses de 50 à 150 p. 100) et après la prise en main par le gouvernement des intérêt des patrons de journaux. Après cette belle série, il fallait une conclusion. Cette conclusion, c'est la formation d'un gouvernement d'UNION NATIONALE présidé par le M.R.P., qui poursuivra la politique de Blum, c'est-à-dire : le blocage des salaires dévalorisés, la comédie de la baisse, la guerre en Indochine.

Reste à savoir si l'opération peut se faire. Car, tout le monde est bien d'accord, au Parlement, pour continuer la politique de Blum et pour l'union nationale. Mais chacun revendique l'honneur de diriger cette politique et de présider cette union au gouvernement. Jacques Duclos, qui ne craint par les mots, appelle cela un « gouvernement de concentration républicaine ». Ce n'était pas assez d'avoir connu les camps de concentration. Voici venir les gouvernements de concentration.

Et si l'on n'arrive pas à se mettre d'accord ? La S.F.I.O. a plus d'un tour dans son sac. Pendant qu'Auriol sonde le terrain en direction de la présidence de la République, Léon Blum fait un voyage qui peut procurer à son gouvernement la reconduction tant souhaitée. Blum est allé demander au gouvernement travailliste une attribution supplémentaire de charbon de la Ruhr. Un peu de charbon, une simple « promesse » de charbon — et une propagande bien orchestrée — il n'en faut pas plus pour assurer les jours d'un gouvernement.

Telles sont les préoccupations des maîtres de l'heure. Quant à

Un peu plus chaque jour les travailleurs se rendent compte de la duperie de la baisse de 5 %. Il n'est que d'écouter les reportages de la radio exécutés dans la rue pour voir que les ménagères ont compris. Les ménagères parisiennes rient au nez du speaker quand celui-ci vante les bienfaits de « l'ère nouvelle de la baisse Blum ».

Faire payer les travailleurs !

La manœuvre des 5 % a une signification précise : torpiller les revendications ouvrières du minimum vital. Prétextant de la soi-disant baisse — hausse des transports, de l'acier et autres petites bagatelles — Blum entend rétablir le « blocage des salaires » ou quelque chose d'approchant. Cette manœuvre est appuyée à fond par le grand capital qui compte garder l'essentiel des bénéfices monstrueux extorqués avec les hausses massives accordées par de Menthon.

Les 48 heures vont amener le chômage

Philip a commencé à licencier cinquante mille fonctionnaires, alors que dans une large mesure les possibilités d'emploi se restreignent. Et Blum parle de porter la semaine normale à quarante-huit heures, ce qui aboutira à accentuer les menaces de licenciement. Démagogiquement le gouvernement et la presse essayent de faire croire aux travailleurs de l'industrie privée que les fonctionnaires mènent la vie de château. Que l'on aille voir par exemple le travail des guichetiers des chèques postaux ou de la standardiste d'un ministère. D'ailleurs déjà dans certaines usines de la métallurgie parisienne il est question de débauche. Augmenter la durée du travail, c'est préparer le chômage pour demain.

La C.G.T. soutient les propositions

L'on se souvient de la déclaration du vieux bonze Léon Jouhaux sortant d'une délégation chez Léon Blum :

« La C.G.T. est prête à reconsidérer la revendication du minimum vital en rapport avec la baisse. »

Au comité confédéral national de la C.G.T. qui vient de se réunir B. Frachon appuie à fond « l'expérience Blum ».

« Nous avons donné notre accord enthousiaste à la baisse des 5 % décidée par le gouvernement. Si les prix baissent réellement, nous diminuerons également nos revendications. »

Sur la durée du travail la C.G.T. n'abandonne pas la semaine de quarante heures. Mais elle accordera des dérogations comme elle l'a fait aux cheminots qui ont effectué des semaines de quarante-huit, cinquante-quatre, voire de soixante heures !

Demandez aux cheminots, Frachon, s'ils considèrent que leur pouvoir d'achat a été revalorisé avec des semaines de soixante heures ? Tout au contraire, ils ne touchent que la majoration de leurs heures supplémentaires, sans même

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

A CLERMONT-FERRAND

NOUVEL ATTENTAT contre les LIBERTES DEMOCRATIQUES

Une affiche du P. C. I. saisie

Par ordre du préfet du Puy-de-Dôme, une affiche dont nous donnons ci-contre la photographie, a été saisie. Ce nouvel attentat contre la liberté d'expression, venant après l'interdiction policière du meeting du P.C.I., après le scandaleux et illégal maintien de Pierre Conte sous les verrous, doit soulever l'indignation de tous les travailleurs conscients, de tous les démocrates.

La guerre d'Indochine ! Voilà bien où le bât les blesse ! Il y a, il est vrai, peu d'exemples d'un revirement aussi cynique d'une trahison aussi manifeste, de promesses formelles comme de la volonté clairement exprimée des militants de leur propre parti que la politique de ces « ministres socialistes » en Indochine.

Ils sont forts de l'appui criard de toute la réaction. Avec leur propre parti, ils croient pouvoir être tranquilles ; ces dirigeants de gauche, avec un ou deux portefeuilles de ministres, sont bien faciles à acheter, et quant à la base, ils l'ont dupée si souvent qu'ils pensent bien y réussir une fois encore. Pour le P.C.F. et la C.G.T., ils savent pouvoir compter sur leur inaction, et même sur leur silence complice.

Reste les communistes internationalistes ; ces empêcheurs d'assassiner en rond la République du Viet-Nam ! Ceux-là on ne peut pas les acheter ; il faudra donc étouffer leur voix au prix d'une entorse à la démocratie, il est vrai, mais dans un si bon chemin, pourquoi s'arrêter ? Ce qu'on a commencé en Indochine on peut le continuer en France.

Cela doit contribuer à ouvrir les yeux à tous les travailleurs : ce qui pouvait paraître confus en Indochine devient clair en France. *Dans la guerre contre la démocratie au Viet-Nam, il y a déjà une guerre contre la démocratie en France !* Après tout, direz-vous, il ne s'agit que du P.C.I., d'une petite minorité... Camarades, prenez garde, il n'y a que le premier pas qui coûte ! En 1939, c'est déjà sur quatre militants de la section française de la IVe Internationale — Stève, Rigal, Schmidt et Frédéric Pol — que Daladier commença à se faire la main. Et après ce fut le tour du P.C.F.... La suite est connue...

Pour nous, notre devoir est clairement tracé. Nous continuerons notre combat pour l'indépendance du Viet-Nam, nous ferons appel à toutes les organisations ouvrières et démocratiques, nous battrons le rappel pour la défense des libertés et tôt ou tard nous serons entendus.

Gérard BLOCH.

LISEZ EN PAGE 4 l'article d'André Calvé « Les patrons du P.R.L. réclament la libération des miliciens »

Le conflit de la presse

5 JOURS DE DELAI

laissés aux patrons par le recours à un arbitrage

L'intransigeance patronale

Le lundi 13 janvier, après 5 jours de conflit, la Fédération de la Presse maintenait son ordre de non-parution pour tous les journaux. Elle menaçait même ceux qui manifestaient des velléités de rompre la discipline du syndicat patronal des pires sanctions, y compris la suppression de l'autorisation gouvernementale.

De son côté, Pierre Bloch, directeur de la Société Nationale des Entreprises de Presse (S. N. E. P.), tout en réclamant aux journaux une majoration du « taux des étoffes » pour diminuer le déficit de la S. N. E. P., refusait de traiter avec les ouvriers et rétablissait à dix-huit heures le lock-out des imprimeries.

L'assemblée des typos

Lundi après-midi s'est tenue l'assemblée des typos, linos, correcteurs, etc. qui avaient à se prononcer sur l'attitude à prendre, d'une part, en ce qui concernait le soutien des revendications des rotativistes, d'autre part, devant la mauvaise volonté des patrons.

Les votes eurent lieu dans la confusion. Largentier, secrétaire syndical, a fait aux camarades syndiqués présents un rapport sur l'attitude des rotativistes qui constitue une falsification pure et simple. Il a, en effet, expliqué que ces derniers étaient prêts à travailler *sans conditions*, c'est-à-dire de la façon habituelle et sans poursuivre leurs revendications. En réalité, les rotativistes étaient prêts à travailler, mais *dans les conditions existant au moment du lock-out et qui avaient motivé ce lock-out* : c'est-à-dire dans les cadres des conventions collectives qui ne prévoyaient qu'un rendement ralenti de 11.000 exemplaires à l'heure. Autrement dit, ils étaient prêts à maintenir la revendication des 100 francs de prime par service, et à ne fonctionner au rythme « rapide » que pour les journaux disposés à payer la prime « de vitesse ».

La manœuvre de Largentier

Cette façon de présenter les choses permit à Largentier de faire repousser par une très faible majorité la décision de grève. Celle-ci était pourtant la seule attitude combattive. Au lock-out patronal, il fallait répondre par la grève générale du livre, et pousser le combat jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites.

Au lieu de cela, la décision des autres syndicats isolait le combat des rotativistes et obligeait ceux-ci à faire machine arrière... pour le moment.

L'arbitrage de Chaillet

Mardi soir, la commission des rotativistes s'est réunie, avec tous les délégués d'ateliers. Elle a reçu les secrétaires syndicaux des autres catégories et, après avoir pris connaissance des décisions prises dans les différentes réunions syndicales de lundi, elle a décidé de reprendre un travail qui ne soit ralenti par aucune limitation volontaire de rendement.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

Des rotativistes de l'Entreprise de Presse, rue Réaumur (A droite de la photo, notre camarade L. Magnin, rédacteur en chef de « La Vérité »)

Un intriguant à l'échine souple : Pierre BLOCH directeur de la S.N.E.P.

Ce Pierre-Bloch, qui s'est rendu tristement célèbre en encourageant les patrons à déclencher le lock-out de la presse, est, lui aussi, un « socialiste ».

Il fait partie de ces « socialistes d'assiette au beurre » qui se poussent, se glissent, se faufilent, tournicotent de tous côtés comme des mouches à merde cherchant un bout de sucre.

Il fut un temps, voici quinze ans, délégué à la propagande des J. S. de la Seine et se hissa même jusqu'au C. N. M. Bavard à la voix nasillarde, politiquement inculte, à l'échine souple et intrigant, son grand souci était qu'on n'oublie surtout pas de mettre son prénom suivi d'un tiret sur les affiches ou les tracts.

Le fromage du compère

Ce Pierre-Bloch cherchait à se caser « dans la politique ». Vaguement représentant en étoffes il ne représentait en fait que sa vanité et son ambition. A l'époque, sa femme était modiste. Il scrutait l'horizon pour trouver la paille qui lui permettrait de se caser. Elle se présenta d'une manière inattendue. Bloch arriva un soir 12, rue Feydeau, et se prétendit « remercié » par son patron, qui « avait découvert » son activité politique.

— « Je trinque pour le parti » criait-il à tous les échos. Et il s'en fut trouver Compère-Morel qui administrait en dictateur Le Populaire *». Et je te passe de la pommade et je te bassine par ci et je t'asticote par là. Bref, Compère lui achète une petite voiture qu'il fit badigeonner d'inscriptions et lui remplit de vieux bouillons du journal, à distribuer dans des tournées de propagande à travers la France, avec 1.200 francs par mois de salaire.*

S'empiffrant chez les secrétaires fédéraux, il chargeait les militants « de base » de diffuser les bouillons. Le « socialiste Pierre-Bloch fit ainsi ses premières armes de « socialiste de métier » en se baladant d'une ville à l'autre et faisant tourner son disque sur Le Populaire *qui se terminait ainsi, sur une musique genre cucu :*

Lisez *Le Populaire*, courageux [militants,
Et que chaque exemplaire fasse [un sympathisant.

Député, sous-ministre

Enfin l'occasion tant attendue se présente. Au cours de ses périgrinations provinciales, Pierre-Bloch avait reluqué les fédérations « à prendre ». Et son choix s'était posé sur la fédération de l'Aisne, déjà travaillée par le « jus de fruit » Monnet, à l'époque espoir de la S. F. I. O. Bloch se glissa comme un coucou dans ce nid bien chaud et fut élu en 1936. A pratir de ce moment il mit les bouchées doubles. Mais ses moyens très réduits ne lui permirent qu'un rôle parlementaire très effacé. « La 6e zone » comme on dit. Par quel miracle, combine ou erreur, réussit-il à être désigné comme sous-ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Alger ?... Mystère.

Son activité se borna à se faire photographier — de face — à organiser quelques visites officielles, serrer quelques mains, et donner de grands coups de melon.

Son bâton de maréchal

Ecarté comme tête de liste, par ses camarades socialistes de l'Aisne, Bloch-Pierre, se réfugia dans le journalisme et co-dirigea Ambiance, *qui vivait avec les fonds secrets.*

Il y a quelques mois, après pas mal d'entourloupettes et de brosses à reluire, il réussit à se faire donner le poste de directeur de la S.N.E.P. (Société Nationale des Entreprises de Presse) vraie sinécure qui lui laisse la coquette somme de 1.200.000 francs par an. Son argent de poche, en somme. Il s'y distingua ces jours ci en prenant position contre les revendications ouvrières en « patron de combat ».

Décidément, la « politique socialiste » menée dans ces conditions a évidemment ses avantages et l'on comprend qu'elle ait de plus en plus d'adeptes.

Chacun se case, fait un croche-patte à l'autre et s'installe confortablement comme un rat dans son fromage. « La réussite » pour cette génération de socialistes ce fut ça... Mais comme ces gens sont loin de la révolution !

LE SANG DES VIET-NAMIENS coûte UN MILLIARD PAR JOUR

La lutte que nous menons résolument depuis plus d'une année pour l'indépendance du Viet-Nam a été positive. Nous avons fait mieux que de sauver l'honneur du prolétariat français. Nous avons ébranlé le front des colonialistes honteux. Mais le problème est plus vaste : il faut maintenant convaincre et ensuite entraîner à l'action la classe ouvrière tout entière.

Et les Américains ?

Mais, nous l'avons dit, notre objectif essentiel est de convaincre la classe ouvrière de ce pays. Or, il arrive souvent de nous entendre dire : « Nous sommes d'accord avec vous contre le colonialisme. Mais les Viet-Namiens ne sont pas assez forts pour assurer leur indépendance et si les Français quittaient l'Indochine, elle tomberait immédiatement sous la coupe des Américains... »

Notre politique ne consiste pas à « jouer de bons tours » à notre propre impérialisme, mais à chercher en toute situation la solution la plus progressive, capable d'accélérer le processus de transformation de la société capitaliste en société communiste. Le « secret » de notre position sur l'Indochine est là, et uniquement là. Toute lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation peut être une victoire pour le socialisme. Mais la défaite d'un impérialisme ne constitue pas **obligatoirement** une victoire pour le même objectif. Dans le cas qui nous occupe, la relève de la Banque d'Indochine par « Wall Street » ne constituerait qu'un bien piètre progrès.

Les Viet-Namiens pourraient alors (en cas de compromis avec les U.S.A.) aspirer à une « indépendance » semblable à celle du « Libéria ». C'est-à-dire que cela ressemblerait à l'indépendance, comme le succédané de café ressemble a du « moka ». Et, semble-t-il, cela n'a pas échappé à Ho Chi Minh, qui, autant que nous sachions, a repoussé certaines offres **miens soient acculés à « bénéficier » de cette « aide » intéressée des capitalistes yankees, c'est d'ap-** « généreuses » concernant les chemins de fer d'Indochine.

Quoi qu'il en soit, et cela sera notre conclusion sur ce chapitre, **le prolétariat français possède le moyen d'empêcher que les Viet-Na-porter toute son aide au Viet-Nam pour une libération véritable.** La politique des d'Argenlieu peut tout aussi bien, en définitive, conduire à la victoire de Wall Street qu'à celle de la Banque d'Indochine, en permettant aux « businessmen » de se présenter en « libérateurs ».

Le riz était moins cher...

Parmi les « arguments » que sert la presse dévouée aux colonialistes, il en est un qui consiste à démontrer la communauté d'intérêts de « tous les Français » dans le problème colonial. Par exemple, disent ces bons apôtres, le riz était moins cher avant la guerre, et les travailleurs de ce pays en profitaient. Car on parle plus volontiers du riz que du caoutchouc. Mais les travailleurs français doivent savoir que depuis que l'Indochine est soumise à l'esclavage colonialiste, des famines épouvantables y sévissent périodiquement. Un des aspects « civilisateurs » de la colonisation consistait à faire crever de misère et de faim les coolies travaillant comme des bêtes de somme dans les rizières. Et **Andrée Viollis** raconte dans « Indochine S.O.S. », comment les communautés religieuses se sont distinguées particulièrement dans cette exploitation féroce des paysans annamites sur les immenses terres que les moines et les religieuses ont volées aux Viet-Namiens, grâce à l'appui de « Dieu » et de la Légion Etrangère. Quand les coolies squelettiques menaçaient de se lancer dans la révolte du désespoir, alors les « bonnes sœurs » distribuaient aux femmes et aux enfants une poignée **(une poignée par jour,** nous dit Andrée Viollis) de riz. Et ainsi les coolies avaient la démonstration que le Dieu des Blancs est charitable ! Et la démonstration était encore plus convaincante quand le même Bon Dieu sinistre envoyait du ciel les gros oiseaux civilisateurs lâcher leurs bombes sur les villages annamites.

Travailleurs français, voilà pourquoi le riz indochinois était bon marché... à Paris.

(Lire la suite en page 3.)

·VÉRITÉS...·

Quand le Bla-bla-bla continue.

Vendredi soir, le micro était encore mobilisé, par des membres du gouvernement, pour baratiner et postillonner sur l'immense farce des 5 %.

Ce fut d'abord Léon Blum. A son habitude, il lança ses accents bien sentis, d'une voix mouillée, brisée. Cet homme est trop intelligent pour ne pas savoir que la baisse des 5 % est une fumisterie. Intervention de propagande, sans intérêt. Le comique fut Depreux. Ce gros père à la figure rouge, aux lèvres épaisses et aux yeux noirs, parle très, très vite d'une petite voix châtrée. Et je vous jure qu'on se boyautait en l'entendant dire : « Pour que le peuple comprenne, il faut lui parler un langage viril, un langage de chef ! » Ah,

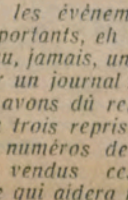
nom d'un chien, il y en a qui ne doutent de rien !

Vive La Vérité !

Quelle joie samedi après-midi. Dans le métro, dans les autobus, dans les rues, partout La Vérité. *Les Parisiens s'arrachant* La Vérité, *seul journal paru avec l'autorisation du Comité interpresse ouvrier.*

Près du Châtelet, au métro, un vendeur est obligé de se fâcher tout rouge. Tout le monde se précipite sur notre édition spéciale. Enfin la queue s'organise et chacun prépare son billet de 5 francs.

Un vendeur professionnel, avec ses deux béquilles, nous dit, rue Réaumur : « Voilà 20 ans, vous m'entendez, que j'ai vendu toutes les éditions spéciales qui sont sorties à l'occasion



de tous les événements politiques importants, eh bien, je n'ai jamais vu, jamais, un pareil succès pour un journal ! »

Nous avons dû remettre sous presse à trois reprises. Plus de 100.000 numéros de La Vérité *ont été vendus ces derniers jours, ce qui aidera magnifiquement notre grande campagne d'agitation qui a commencé voici quinze jours et se prolongera jusqu'à la fin du mois de février.*

Les journalistes parlementaires

Chaque samedi, à 20 h. 30, les journalistes parlementaires se donnent rendez-vous au micro et échangent leurs opinions sur des sujets quelconques. C'est, parfois, amusant. On s'engueule ferme. En général, on sent un espèce de front unique formé volontairement ou non entre les journalistes de gauche et ceux de droite. Du lot, en général, les plus brillants sont Jean Guignebert, de Franc-Tireur, et Pierre Hervé, de l'Humanité. Ce pauvre Hervé d'ailleurs a besoin de toutes ses réserves pour s'expliquer sur les « lignes », méandres et contours de la politique sinueuse de l'Huma. Les Gabriel Robinet et autres le coincent souvent. Il est vrai qu'ils n'ont pas de mal ! Ce qui est amusant c'est quand les gens de gauche tombent sur le M.R.P. — Jean Teitgen, de l'Aube, sue sang et eau « heu ! heu ! heu ! » pour tenter de défendre son parti.

On a les alliés qu'on mérite

Mais, de tout le lot, il y en a un qui est méprisé et détesté

par ses confrères, c'est Henri Bénazet. Ce petit trou d' balle, prétentieux et arrogant, à la voix criarde et désagréable d'un jeune coq déplumé, est le type du bourgeois borné sans idées, sans grandeur, sans intelligence.

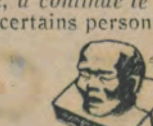
Réactionnaire, servile, disant ce qu'il faut pour plaire aux hommes en place, nous ne connaissons pas, pour notre part, un seul auditeur qui l'apprécie. On n'a jamais compris qu'il soit resté accroché si longtemps à son micro. Henri Bénazet qui, comme le disait Jean Guignebert, « a un relent du 6 février », à cette réunion des journalistes parlementaires, intervient au moins une fois par séance et régulièrement pour dire une connerie. Samedi dernier, lui qui ne jurait que par de Gaulle il y a deux mois à peine, vient de prendre position une fois de plus. A la fin de l'émission, il fit sa sortie : « Je suis pour Blum. On n'a rien à lui reprocher, au contraire, alors pas d'hésitation. »

A remarquer que ce roquet était partisan du Sénat, du oui oui, et prenait à fond position contre la constitution P.S.-P.C. et pour celle de Bayeux. Une telle adhésion à la politique de Blum est pour le moins gênante. J'aurais bien voulu, mine de rien, voir la tête que faisait Michel Morin en s'en allant, samedi soir...

Est-ce vrai ?

Dans une déclaration publique, le commissaire de la République, Sainteny, gendre de Maurice Sarraut, le colonialiste véreux de la IIIe République, prétend définir ainsi la position de « son gouvernement ».

« Le Viet-Minh a voulu tout entraîner dans sa propre perte. Il s'est fait sauter. Une façade démocratique ne pouvait plus cacher un régime totalitaire de la plus basse espèce. Jamais plus belle démonstration n'a été donnée de ce que peut faire une minorité agissante influençant une majorité amorphe politiquement et inéduquée. Il n'est pas impossible, *a continué le commissaire,* que certains personnages entraî-



nés malgré eux dans la tragédie par le Viet-Minh reviennent à la surface après l'élimination de celui-ci. »

On demande qui, dans le gouvernement Blum, a donné cette orientation au jeune Sainteny ? Et comment le « chef » de la gauche, le mou Guy Mollet, peut-il couvrir une telle politique ?...

Le « Monde » est prudent

D'ailleurs Le Monde, *qui rendit publique la déclaration de Sainteny, dans le même numéro, sous la signature de Philippe Devillers, répond, mine de rien, au jeune agent de la Banque d'Indochine :*

« Le Viet-Minh a su sans doute mieux que tout autre mouvement synthétiser les aspirations de la masse annamite. *Mais on ne doit pas se dissimuler combien les embarras intérieurs de la France, son refus des concessions nécessaires,* et les fausses manœuvres de ses représentants *(comme l'invention de la République de Cochinchine) ont favorisé au sein du Viet-Minh le jeu des extrémistes aux dépens des modérés.* »

Comment on écrit l'histoire

Samedi à midi, Radio-Luxembourg *déclare, entre deux annonces publicitaires quelconques : « Les grévistes de l'imprimerie parisienne comprendront que leur mouvement injustifié doit prendre fin. Ils ont, en effet, contre eux l'opinion publique en général et l'hostilité des ménagères en particulier. Celles-ci sont avides de savoir quels sont les commerçants qui appliquent la baisse de 5 % et comment sont punis ceux qui ne l'appliquent pas. »*

Car il y a longtemps que les ménagères en question ont renoncé à savoir comment on confisquait les bénéfices de guerre des ex-collaborateurs et de quelle façon on luttait contre le marché noir.

De plus, on croyait, nous, que les imprimeurs étaient victimes d'un lock-out patronal. Si le speaker de Radio-Luxembourg avait fait cette petite rectification, cela aurait changé bigrement le sens de l'information. D'autant plus qu'il venait de faire la publicité d'un hebdoma-

daire féminin bien connu. Les affaires sont les affaires et la radio privée est une belle chose!

MILITANT COMMUNISTE ALLEMAND

HANS BEIMLER

tombait il y a 10 ans, assassiné en Espagne

Novembre 1936. Dans la Cité Universitaire de Madrid, les républicains espagnols luttent contre les troupes fascistes de Franco. Ils ne sont pas seuls : à leur côté, les brigades internationales, formées de volontaires de tous les pays qui réalisent dans les faits l'internationalisme prolétarien. Ces brigades comportent une formation antifasciste allemande qui, sous le nom de Centurie Thaelman, combat côte à côte avec les républicains espagnols.

Le 1er décembre 1936, le commissaire politique de tous les bataillons allemands de la brigade internationale, Hans Beimler, en tournée d'inspection sur le front de la Cité Universitaire, est frappé d'une balle, tirée d'une embuscade, qui l'atteint mortellement au cœur. La Guépéou venait de tuer un authentique militant révolutionnaire.

Beimler avait voué sa vie, depuis sa jeunesse, à la lutte révolutionnaire. C'est le fils d'un ouvrier de Munich. Matelot pendant la guerre de 1914-1918, la révolution allemande de 1918 lui donne l'occasion de montrer ses qualités de chef révolutionnaire. Il devient un des dirigeants du Spartakus Bund. Après la défaite de la révolution allemande et le lâche assassinat de Liebknecht et de Luxembourg par le social-démocrate Noske, Beimler met tous ses espoirs dans l'édification du socialisme en U.R.S.S. Avec la proclamation de la République soviétique de Bavière, l'influence de Beimler croit ; la république défaite, Beimler fait deux ans de forteresse. A sa sortie de prison, l'ascendant politique de Beimler au sein du K.P.D. (parti communiste allemand) va sans cesse augmentant. En 1930, il est élu député de la Diète et en 1932, député communiste au Reichstag. Dès cette époque se manifestent des divergences entre Beimler et la direction bureaucratique du parti, divergences qui iront s'accentuant jusqu'à sa fin tragique.

Puis, c'est la prise du pouvoir par Hitler. En avril 1933, Beimler est arrêté et déporté à Dachau. Il y est affreusement torturé, mais grâce à son courage et à son énergie, il parvient à fuir. Beimler est le premier à avoir révélé au monde les atrocités des camps de concentration du IIIe Reich, ces camps de concentration où des centaines de milliers de travailleurs allemands trouvèrent la mort avant que le nazisme n'y envoie les travailleurs des pays conquis par lui. Ces horreurs, il les révéla dans une brochure intitulée : « L'enfer du camp de Dachau », parue en 1933 à Moscou, édition des Travailleurs étrangers.

Beimler réussit à passer la frontière et continue, de l'étranger, sa lutte contre l'Allemagne de Hitler. Mais son travail est entravé par la mauvaise foi des bureaucrates staliniens.

En Espagne, Beimler s'y rend avec la conviction qu'il y servira de son mieux la cause à laquelle il a voué sa vie. Mais l'emprise du stalinisme est en train de transformer la camaraderie des lutteurs de la liberté en une lutte sans pitié contre toutes les oppositions de gauche. En même temps qu'ils torpillent les Comités de soldats, séparent les hommes des officiers, rétablissent les punitions disciplinaires de l'armée bourgeoise, ils arrêtent, jettent en prison ou assassinent les révolutionnaires anarchistes, trotskystes, poumistes, communistes de gauche.

Ce nouveau cours répugne profondément à Beimler. Ces persécutions, jointes à une politique erronée de concession devant la bourgeoisie espagnole dans le « Frente Popular », il se rend compte qu'elles empoisonnent le mouvement et ne peuvent mener qu'à la défaite. Or, le prestige de Beimler sur ses miliciens est immense. Il n'existe bientôt plus de compromis dans le conflit qui l'oppose à la direction stalinienne. Il ne reste plus à cette dernière qu'à abattre Beimler. Lâchement, elle réussit à mettre une fin prématurée à la vie d'un vrai révolutionnaire.

Dimanche dernier a eu lieu à Paris, salle de la Chimie, la commémoration de l'anniversaire de la mort de Erlich et Alter, dirigeants du Bund (organisation socialiste juive de Pologne).

Réfugiés en Russie à Pinsk et à Koewel à la suite de l'avance des troupes nazies en Pologne en septembre 1939, où ils furent arrêtés par les autorités staliniennes, emprisonnés jusqu'en 1941 où ils furent libérés comme citoyens polonais par suite des accords Sikorski pour être arrêtés de nouveau en décembre 1941 à Konibichev par la police stalinienne, un communiqué de Moscou en février 1943 annonçait leur condamnation à mort.

Ces deux dirigeants ouvriers assassinés par la G.P.U. allongent la liste déjà si longue des victimes de la « justice » stalinienne.

LA VIE DU PARTI

A CLERMONT-FERRAND

Attentat contre les libertés démocratiques

(Suite de la première page)

Royat, le 13 janvier 1947.

Monsieur le Préfet
du Puy-de-Dôme
Clermont-Ferrand

Monsieur le Préfet,

Des exemplaires d'une affiche qui développait la politique du Parti communiste internationaliste relativement à la guerre d'Indochine ont été saisis par vos ordres dans une imprimerie de Clermont. Vous n'ignorez pas que cette mesure ne peut s'appuyer sur aucune disposition légale actuellement en vigueur. Qu'elle résulte d'une décision du ministre de l'Intérieur comme un de vos collaborateurs me l'a affirmé, n'en modifie nullement le caractère arbitraire.

D'un point de vue plus général, vous reconnaîtrez sans doute avec moi que la liberté d'expression, d'ailleurs garantie par la Constitution de la IVe République, est un des droits démocratiques élémentaires pour lesquels nous avons combattu contre l'oppression nazie. A partir du moment où un gouvernement refuse ce droit à ceux qui pensent autrement que lui, il glisse sur une pente dangereuse pour l'ensemble de ces libertés démocratiques, à la défense desquelles je suis persuadé, monsieur le préfet, que vous êtes aussi attaché que mes camarades et moi-même.

Dans l'espoir que vous voudrez bien tenir compte de ces remarques et revenir sur votre décision, je vous prie de croire, monsieur le préfet, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Gérard Bloch,
secrétaire régional du Parti communiste internationaliste.
Déporté politique Mle Dachau 73.110

Parti Communiste Internationaliste

Région du Centre

Par ordre du préfet du Puy-de-Dôme, et paraît-il, du ministre de l'Intérieur, M. Depreux, des affiches exprimant la position du P.C.I. sur la guerre d'Indochine ont été saisies dans une imprimerie de Clermont.

Contre ces nouvelles violations des libertés démocratiques — après l'interdiction du meeting de Wagram, et le maintien en prison de Pierre Comte — nous élevons une protestation énergique. Le droit démocratique d'expression consiste essentiellement dans le droit d'exprimer un point de vue différent de celui du gouvernement, en dehors de quoi, il n'y a plus de démocratie. Nous appelons toutes les organisations ouvrières et démocratiques à s'associer à notre protestation, et à réclamer avec nous que l'on revienne sur cette mesure arbitraire.

Le Bureau régional.

A PONTOISE

UN MEETING DU P. C. I. INTERDIT

« Tous les meetings sur l'Indochine sont interdits ». Par ce nouvel acte d'arbitraire, le gouvernement « socialiste » de Léon Blum entend empêcher le meeting pour la libération de Pierre Comte, organisé par nos camarades de Pontoise.

Nous avons dit et redirons dans ce journal ce que nous pensons de la position « socialiste » sur l'Indochine. Mais ce qui était en question ici était la défense de droits plus élémentaires encore : le droit de réunion, le droit de protester contre la brutale répression policière.

Tout fut mis en œuvre à Pontoise pour nous étouffer : un camarade vendant la « Vérité » fut arrêté et ses journaux confisqués sous prétexte que ce n'était « peut-être pas un journal légal ». Nos affiches furent arrachées par la police immédiatement après leur collage, et toute la police de Pontoise fut mobilisée devant la salle des fêtes pour empêcher la réunion.

Yvan Craipeau prit la parole malgré les injonctions réitérées du commissaire de police et les assistants se rendirent en cortège chez Pierre Comte. En chemin ils faillirent être fauchés par les side-cars de la police de Versailles, arrivée en renfort. Craipeau ayant repris la parole, les flics approchent leurs motos et font tourner les moteurs à plein régime pour couvrir sa voix. Mais tous les assistants entonnent l'« Inter » et couvrent, à leur tour, les moteurs.

La lutte continue

Les assistants se dispersent ensuite. Mais la lutte n'est pas finie et se poursuivra jusqu'à l'obtention du non-lieu pour Pierre Comte.

A nouveau nous invitons les organisations ouvrières à lutter avec nous pour arracher le non-lieu. Les socialistes de Pontoise nous ont promis leur appui. Le P.C.F. et l'union locale des syndicats ont joué les Ponce-Pilate dans l'affaire.

Toutes les organisations ouvrières avaient été pressenties trois semaines à l'avance pour le meeting. Seul le P.S. a réagi favorablement mais quatre jours avant le meeting, alors que toutes les dispositions étaient prises et les affiches déjà tirées.

Il est certain qu'une action commune aurait fait libérer Pierre Comte plus tôt et avec un non-lieu. Celui-ci, simplement en liberté provisoire depuis le 14 au soir, aura quand même passé un mois et dix jours au régime du droit commun, à la Santé, dans les pires conditions. Pour obtenir le non-lieu, toutes les organisations ouvrières doivent maintenant agir.

P. LAMENT.

LE 23 FEVRIER

Grande Fête de LA VÉRITÉ

EN MATINEE ET EN SOIREE :

suivie d'un bal populaire

Région parisienne

Malgré l'énorme effort fourni par les cellules de la Région parisienne lors de la vente de la « Vérité », le travail politique a continué et s'est même développé cette semaine.

Les camarades de chez Caudron ont publié le premier numéro de leur journal d'usine « Caudron » qui aura, nous en sommes certains, un gros écho dans l'usine. En première page : « A propos de la grève des chaudronniers » les camarades appellent les travailleurs de chez Caudron à réclamer une Assemblée générale pour l'obtention immédiate des 7.000 francs à l'usine. Fixons nous-mêmes le véritable minimum vital et les moyens de l'obtenir ». En seconde page : Pas de licenciement. Le projet de licenciement existe et menace 30 à 40 % du personnel. Imposons la mise en route des batteuses et de tout autre travail de reconversion. Contrôle constant de la gestion de l'usine par nos délégués ! Compte-rendu mensuel à l'Assemblée du personnel.

⁂

L'organe du Rayon de Taverny, « Le Travailleur du canton de Taverny » est également paru. Les camarades font part des démarches qu'ils ont entreprises auprès du P.S. et du P.C.F. de Saint-Leu pour l'organisation d'une réunion commune. Aucun de ces partis n'a répondu. Nous comprenons, écrit la cellule de Saint-Leu, cela de la part de la section du P.S. de Saint-Leu, qui se trouve très à droite et préfère l'union avec nous. Quant au P.C.F., il est plus pressé de saboter notre réunion que de soutenir un peuple en lutte pour sa liberté. A Eaubonne, une réunion de sympathisants a eu lieu. Bonne discussion. Des camarades du parti socialiste nous ont proposé d'organiser une réunion en commun sur la question de la laïcité. D'accord ! Les camarades de Taverny signalent qu'ils ont constitué avec l'U.J.R.F., les Jeunesses socialistes et les Ajistes un Comité pour la Maison des Jeunes.

Les flics dans nos réunions privées

A l'Assemblée de la Région parisienne, dimanche dernier, des camarades signalent tout à coup la présence d'un flic, qui l'oreille aux aguets, essaie de suivre la discussion.

Interrogé, l'envoyé de M. Depreux, porteur du nº 1193, déclara être en mission pour le compte du commissariat du 9e arrondissement. Les renseignements pris, il fut prié de quitter les lieux immédiatement.

Ainsi donc, les ministres socialistes ne se contentent plus d'interdire les meetings, ils envoient des espions dans les réunions privées des organisations ouvrières. Chiappe ne faisait pas mieux.

Militants ouvriers, il faut réagir et protester contre de telles méthodes qui ouvrent la voie à la pire réaction.

Militants du Parti Socialiste, vous ne devez pas tolérer cela de vos responsables. Envoyez des délégations au ministère de l'Intérieur, votez des résolutions dans vos sections et vos usines.

Région bretonne

Brest. — Samedi 25 janvier, meeting en l'honneur de l'anniversaire de la mort des trois L :

Lénine, Liebknecht, Luxembourg.

Dimanche 26, conférence régionale. Au programme : Etude de la politique du parti depuis le Congrès et la question de l'U.R.S.S.

---

la Jeune Garde

PAS UN VOLONTAIRE

LISEZ « LA JEUNE GARDE » organe de la J.C.I.

LE GROUPE ARTISTIQUE

Jeudi dernier s'est réuni pour la première fois le groupe artistique de *La Vérité*. Il fera ses débuts sur la scène, à l'occasion de la grande fête de *La Vérité*, le 23 février, dans une pièce de Bernard Shaw, des sketches et des chœurs parlés. Les sympathisants, hommes ou femmes qui désireraient en faire partie, peuvent écrire à l'adresse provisoire : Groupe artistique, 19, rue Daguerre, Paris.

SOUSCRIPTIONS

La souscription de détresse ouverte pour cinq jours, il y a trois semaines, continue à provoquer des envois de fonds !

Floquet, 30 ; X., 50 ; Combes, 50 ; Massin, 60 ; Liste Catherine G. C., 1.000 ; J. G. P. D., 2.000 ; J. B., 2.000 ; Un sympathisant (vendeur Odéon), 45 ; X., 50 ; Vietnamiens de Sorgues, 500 ; Vietnamiens de Bergerac, 1.200 ; Vietnamiens de Limoges, 1.630 ; Vietnamiens de Carcassonne, 8.500 ; Cellule Saint-Etienne, 160 ; Cellule Lille, 860 ; Charles, 300 ; Lafond à Tiers, 100 ; Prévost, 50 ; Jean Finas, 1.000 ; X., 150 ; Sasso, 40.

MERCI !

Voici, en outre, des sommes qui nous ont été envoyées pour notre campagne en faveur de l'indépendance du Viet-Nam :

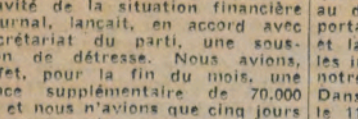
Les 6.700 annoncés la semaine dernière venant de Montauban ont été versé par un groupe de Vietnamiens.

Pour Wagram, Vietnamiens de Marseille, 12.000 ;

Pour le Meeting, 30e Cie Vietnamienne, 5.000 ;

Pour le Meeting, 59e Cie Vietnamienne Thiers, 3.000 ;

Pour le Meeting, Vietnamiens de Carcassonne, 8.500.



La vie du journal

Voici quinze jours, le conseil d'administration de la « Vérité », devant la gravité de la situation financière du journal, lançait, en accord avec le secrétariat du parti, une souscription de détresse. Nous avions, en effet, pour la fin du mois, une échéance supplémentaire de 70.000 francs et nous n'avions que cinq jours pour trouver cette somme.

A ce simple appel tout le parti s'est mobilisé immédiatement. Rue Daguerre, ce fut un défilé de sympathisants, d'abonnés ou de camarades de la région parisienne, durant les cinq jours décisifs, venant apporter ce qu'ils avaient récolté dans leurs usines, bureaux, etc. De province, les régions envoyaient au C.C.P. le montant de leurs listes de souscription. Bref, à la date voulue, nous avions près de 80.000 francs. Et ce chiffre est aujourd'hui largement dépassé. Ce premier résultat prouve que TOUT LE PARTI SE MOBILISE POUR SAUVER LE JOURNAL. Et le sauver, cela veut dire S'ABONNER ET ABONNER SES AMIS. Mais cela veut dire aussi AUGMENTER SA DIFFUSION à la criée et dans les kiosques. La région parisienne a opéré un net redressement dans ce domaine. Les dettes se réduisent peu à peu. Les deux derniers numéros ont été entièrement payés. Et sa vente à la criée augmente régulièrement depuis quatre semaines. Un effort immense a été fait par tous les militants pour vendre, du matin au soir, nos éditions spéciales sorties la semaine dernière.

D'autre part, la grande campagne d'agit.prop. qui a été déclenchée voici quinze jours, quoique assez lentement au début, prend sans cesse de l'importance. Un peu partout dans Paris et la banlieue on voit sur les murs les inscriptions à la craie popularisant notre journal et ses mots d'ordre. Dans le 15e, le 18e, le 13e le 5e, le 6e, le 11e, Arcueil, Villeneuve-saint-Georges, Vincennes en particulier, ce travail doit être poursuivi systématiquement, de tous côtés, par les cellules. C'EST CET EFFORT COLLECTIF QUI NOUS PERMETTRA D'ATTEINDRE NOTRE BUT : populariser la « Vérité » et sa politique et rallier ainsi de nouveaux lecteurs, de nouveaux abonnés et sympathisants. Donc renforcer le parti.

Un petit exemple pris entre mille : au Quartier latin, pas loin du Panthéon, se trouve un vieux couvent. Un matin, au réveil, tous les passants pouvaient lire inscrit à la craie tout le long des murs : « D'Argenlieu au couvent. Lisez la « Vérité ».

L'affaire se corsa lorsque dans l'après-midi des sœurs converses chargées d'effacer ces inscriptions, se fatiguaient à frotter avec un chiffon sec sous l'œil, de plus en plus amusé, des badauds qu'un petit rien arrête. Une vieille bigote se détacha d'un groupe et conseilla aux « bonnes sœurs » de « mouiller » les chiffons. Les sœurs se précipitèrent au couvent et revinrent avec un gros seau d'eau. Et, mouillant, frottant, suant et soufflant elles effacèrent les inscriptions outrageantes. Dans tout le secteur, les gens se gondolaient en se racontant l'histoire. Mais on aurait voulu voir la tête des sœurs, deux jours plus tard quand les inscriptions étaient à nouveau sur les murs !

LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION
DE LA « VERITE »

AVIS AUX ABONNÉS

On nous signale de différents côtés des irrégularités dans la réception de *La Vérité*. Des abonnés, tantôt ne reçoivent pas le journal, ou le reçoivent en retard. L'ADMINISTRATION DU JOURNAL N'EST PRATIQUEMENT PAS RESPONSABLE DE CET ETAT DE CHOSES.

A plusieurs reprises, nous avons protesté auprès des services postaux, qui font les services aux abonnés, mais il est certain que depuis l'envoi du journal sous bande, jusqu'à son arrivée à domicile, nous pouvons être victimes de certains boycottages malhonnêtes, d'adversaires politiques que nous connaissons bien, mais qui agissent « clandestinement ». Si les exemples se multiplient, l'administration de *La Vérité* élèvera une protestation publique auprès du ministre des P.T.T. contre ces agissements.

Vient de paraître
le numéro de DECEMBRE de
QUATRIEME INTERNATIONALE
Revue du Comité exécutif international, lire :
La Crise sociale aux Etats-Unis ;
T. CLIFF : Le Proche-Orient au carrefour ;
E. GERMAIN : De l'abstentionnisme à l'intervention active ;
Tribune de discussion : Quelques remarques sur l'application du programme de transition, par PABLO.
Nouvelles du Mouvement ouvrier et de l'Internationale.
En vente dans tous les kiosques
Prix : 30 francs
Abonnements : 6 numéros : 100 fr.
Compte Chèque postal :
Mlle DE GANS, 5301-54, PARIS

Bientôt paraîtra
chez Fasquelle
LA LIBERTE
Tome second de l'œuvre monumentale entreprise par
JEAN LOUBES
LE DON DE VIE
histoire contemporaine des origines d'un village
dont le tome premier :
LE REGRET DE PARIS
a obtenu le Prix des 2 Magots 45

Bientôt paraîtra
aux Editions du Pavois
LES JOURS DE NOTRE MORT
par DAVID ROUSSET
dont le premier livre :
L'UNIVERS concentrationnaire
a obtenu
le Prix Théophraste-Renaudot 45

VIENT DE PARAITRE
Aux Editions de la N.R.F.
La lutte des classes sous la Révolution
Bourgeois et bras nus
(DEUX TOMES)
par Daniel GUERIN
auteur de
FASCISME et GRAND CAPITAL
et de LA PESTE BRUNE

PERMANENCES

RÉGION PARISIENNE

Paris : 19, rue Daguerre (au fond de la cour). Paris-14e. Tous les jours, de 15 h à 19 h. 30, et le dimanche de 10 à 12 h. Tél. SUF. 62-31.

Choisy-le-Roi : Permanence tous les dimanches, de 10 h à 11 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

Arcueil : Tous les vendredis, à partir de 19 heures, chez Prunier, 7, impasse Guyton-de-Morveau (Cité Jardins).

Le Raincy. — Samedi après-midi, 3, allée des Charmilles, à Clichy-sous-Bois.

MARNE

Reims : Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29

Epernay : Ecrire à Alfred Remember, bar des Pêcheurs, place des Martyrs-de-la-Résistance. Permanence tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 h. 30

Châlons : Ecrire Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur Marne

NORD

Lille : Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Pas-de-Calais : Ecrire ou s'adresser à Laneres Jean, 5, rue des Balances, à Arras

Amiens : Pour le regroupement des camarades et sympathisants, écrire à S. Koba, poste restante, Amiens.

AISNE-ARDENNES

Pour le regroupement des camarades et des sympathisants de l'Aisne et des Ardennes, écrire : Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

ALSACE-LORRAINE

Strasbourg : Café-restaurant, 13, rue de Neufeld, Strasbourg-Neudorf. Tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Erstein : Alain Redon, restaurant Schuh, 1, rue du Monastère, Erstein (Bas-Rhin).

Lorraine : Ecrire à G. PAGET, 1, rue de la Rosière, Chavigny (M.-et-M.), et L. Schwartz, 26, rue Saint-Michel, Nancy (M.-et-M.).

OUEST

Brest : P.C.I., 30, rue Kerivin, Brest. Jeudi, vendredi, samedi, de 20 h. à 23 h. Dimanche, de 10 à 12 h.

Quimper : 9, rue de Salonique. Jeudi, de 14 à 17 heures. Samedi, de 17 à 19 heures.

Nantes. — Tous les samedis, de 15 à 18 h., café d'Alsace, rue Léon-Jamin.

Couëron. — S'adresser à Roger Tual, 4, rue Waldeck-Rousseau.

Saint-Brévin-les-Pins. — S'adresser à Rivalland, villa « La Coquette », avenue Valentine.

Ille-et-Vilaine. — Collin Eugène fils, 27, rue Dauphine, Saint-Servan-s.-Mer.

Angers : Café de l'Etoile, place Romain, dimanche matin, de 11 h. à 12 h. 12 heures.

Charente-Maritime : Ecrire à Juillot, propriétaire-exploitant, à Epargnes.

Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

MIDI

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail. Samedi, de 17 h. à 20 heures.

Toulouse : Réunions tous les mardis, café Borios, place du Capitole, à 21 heures.

LYON

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

CENTRE

Montluçon : Bar à la Fillette, tous les samedis, de 18 à 19 heures, 20, rue de la République. Pour tous renseignements, écrire à Killisky, 2, rue des Toiles, Montluçon.

Saint-Etienne : Café Basset, place du Peuple. Les samedis, de 17 à 19 heures.

Clermont-Ferrand : Place Gaillard, Café National. Tous les samedis, de 18 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à Gérard BLOCH, secrétaire régional du P.C.I., 7, avenue Beausite, à Royat (Puy-de-Dôme).

ALPES

Grenoble : 10, rue Barnave, le samedi, de 17 à 19 heures. Tél. : 25-06.

Savoie : Ecrire à Emile Vuillerme, à Laissaud (Savoie).

Oraison. — Permanence tous les jours de 19 heures à 20 heures, le dimanche de 9 heures à 11 heures, chez

CORSE

Lucien Allemand, à la Placette.

P.C.I., 27, rue de l'Opéra, Bastia.

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

par Léon TROTSKY

Nous commençons, cette semaine, la publication d'une étude de Trotsky sur les syndicats.

Cet article, trouvé sur son bureau après son assassinat, a été publié pour la première fois en français dans la revue de nos camarades belges : L'Avant-Garde.

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête des trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique de la même hauteur que le fait le pouvoir d'Etat, et, à chaque instant, ils ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour, les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement uni au pouvoir. De là découle pour les syndicats — dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes, c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée — la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières, qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat « démocratique » combien ils sont convenables et indispensables en temps de paix et spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leur ultime conclusion toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce, au contraire, le besoin de liens directs, journaliers et pratiques entre les magnats du capitalisme et les gouvernements qui, en fait, dépendent d'eux — les gouvernements coloniaux ou semi-coloniaux.

Puisque le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie travailliste, celle-ci sollicite le soutien des gouvernements coloniaux et semi-coloniaux, comme protecteurs, tuteurs et parfois comme arbitres. Ceci constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dns les colonies et en général dans les pays « arriérés ». Ceci constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, assumé un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, avec le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale et économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et dans la mesure où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

MOTS D'ORDRE POUR L'INDEPENDANCE DES SYNDICATS

De ce qui précède, il semble facile à première vue de tirer la conclusion que les syndicats renoncent à être des syndicats dans l'époque impérialiste. Ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux jours, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. En l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte libre pour exercer une influence sur les membres des syndicats. Et, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparait. Cependant, une telle position serait fondamentalement faussé. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité pour suivre nos seuls désirs et aversions. C'est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie ; cela s'applique également aux syndicats, dont toute la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler les ouvriers en Allemagne simplement parce que le regime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire, créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un type totalitaire ou semi-totalitaire, simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier, ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes, qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs. Dans les pays fascistes et semi-fascistes, il est impossible d'exécuter un travail révolutionnaire qui ne soit pas caché, illégal et conspirateur. Dans les syndicats totalitaires, il est impossible ou presque impossible d'exécuter un travail autre qu'un travail conspirateur. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Ceci signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie travailliste.

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres mots, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie, comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts journaliers de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

(A suivre.)

DU MONDE ENTIER

ANGLETERRE

Gigantesque mouvement de grève dans les transports britanniques

Londres, janvier. — Le mouvement de grève qui a éclaté dans le courant de la semaine dernière chez les conducteurs de camions s'est élargi à la suite de l'intervention de l'armée employée pour briser la grève.

Ce sont des soldats qui, aujourd'hui, ravitaillent en viande les marchés londoniens où les employés ont cessé le travail par solidarité avec les camionneurs. 15.000 dockers londoniens se sont également joints au mouvement.

Le 14 janvier, on estime à 30.000 le nombre des grévistes à Londres et dans d'autres villes de Grande-Bretagne comme Bristol. 15.000 ouvriers agricoles ont envoyé au ministre du Travail une résolution affirmant leur volonté de cesser le travail au cas où le gouvernement continuerait à employer les troupes pour briser la grève.

La grève des camionneurs a pour objet, rappelons-le, des revendications de salaire et la revendication d'une semaine de travail limitée à 44 heures.

BELGIQUE

La grève des dockers d'Anvers

Anvers. — Une grève qui a mis aux prises les 15.000 dockers du port d'Anvers et le gouvernement Huysmans vient de se terminer, semble-t-il, par une victoire partielle des dockers qui ont obtenu une augmentation de salaires.

Au cours de cette grève, nos camarades du Parti Communiste Internationaliste de Belgique sont intervenus pour soutenir le mouvement et préciser les revendications. Un meeting organisé par le P.C.I. a réuni 1.000 dockers qui ont applaudi avec enthousiasme les mots d'ordre de lutte lancés par les orateurs.

ALLEMAGNE

Le publiciste anglais bien connu, Victor Gollancz, de retour d'un séjour prolongé en Allemagne, vient d'écrire pour le *Manchester Guardian Weekly* un article dans lequel il décrit la façon dont les autorités britanniques conçoivent la « rééducation » du peuple allemand.

Les villes sont pleines d'affiches indiquant les « Clubs réservés aux officiers », les établissements dont « l'entrée est strictement interdite aux civils », etc. Les Allemands, à qui on fait la leçon sur les méfaits du militarisme germanique, répondent : « Le militarisme anglais est-il meilleur ? »

Une « directive officielle » a éliminé, dans toutes les bibliothèques, librairies et stocks d'éditeurs, toutes les publications qui, entre autres choses, « contiennent une propagande dirigée contre les Nations Unies ». Ainsi, tous les livres traitant du nationalisme hindou (c'est-à-dire d'un nationalisme d'un pays opprimé qui n'a rien à voir avec le nationalisme impérialiste de Hitler et de sa clique) ont été retirés de la circulation, en particulier le livre de Romain Rolland sur « Le Mahatma Gandhi ». Un livre de Jack London (probablement son ouvrage célèbre, « Le Talon de fer », qui est dirigé contre les capitalistes et financiers américains) et l'œuvre de Lenine, « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », qui analyse « l'impérialisme britannique aussi bien que l'impérialisme allemand et d'autres encore, de telle sorte qu'aucun Allemand ne peut être autorisé à le lire », ont été également retirés de la circulation.

INDES

Répression anticommuniste

Le gouvernement du pandit Nehru, gouvernement des capitalistes indiens alliés à l'impérialisme britannique, vient de faire procéder sur l'ensemble du territoire des Indes à l'arrestation de dirigeants communistes, notamment de dirigeants syndicaux, accusés d'avoir rendu public le plan britannique de défense en cas de soulèvement aux Indes.

Vingt-huit dirigeants, dont un membre de l'Assemblée constituante indienne, ont été arrêtés. Plusieurs permanences et locaux du Parti communiste ont été perquisitionnés.

Au cours d'une interview donnée après cette vague de répression, un leader communiste indien a déclaré : « Nehru et les autres capitalistes du Congrès (parti nationaliste) ont mal choisi leur moment : il y a, à l'heure actuelle, 150.000 grévistes aux Indes, notamment à Cawnpur, où les travailleurs des filatures de coton refusent d'engraisser plus longtemps les amis de M. Nehru. La répression policière ne fera que provoquer une recrudescence du mouvement gréviste. »

Solidarité avec le Viet-Nam

Un leader syndical indien a déclaré que toutes les organisations syndicales locales et régionales des Indes avaient décidé de boycotter les transports français à destination de l'Indochine ou en revenant.

Par ailleurs, a-t-il ajouté, nous avons demandé aux syndicats américains et à ceux de Singapour d'imiter notre action.

Des déclarations favorables au Viet-Nam ont été faites par le général Aung San, vice-président du Conseil de Birmanie, et par d'autres leaders indiens. Un corps de volontaires serait prochainement organisé pour aller combattre aux côtés des troupes vietnamiennes.

L'ESPAGNE FRANQUISTE se vautre dans le luxe

pendant que moines et curés, crucifix d'une main et mitraillette de l'autre, prêchent aux pauvres la soumission qui leur gagnera le paradis.

Le luxe insolent de la bourgeoisie

D'un côté de la société espagnole, la bourgeoisie s'enrichit et mène la plus insolente des vies de luxe. L'armée, la police et la bureaucratie de la phalange jouissent de privilèges exhorbitants, tant en ce qui concerne les traitements que le ravitaillement. Franco, pour consolider son pouvoir, dépense pour l'armée et l'ordre intérieur plus de la moitié du budget de l'Etat, c'est-à-dire, en fin de compte, sur le dos des classes laborieuses, le nombre de ses prêtres et celui de ses églises. Le crucifix dans une main et la mitraillette dans l'autre, les curés et les moines, dont les églises et les monastères étaient durant la guerre civile des forteresses contre le peuple, prêchent aux pauvres la soumission qui leur permettra d'accéder à la bonne place en paradis. Les riches, de leur côtés, sont assurés de leur droit à la domination et gagneront la béatitude par leurs grasses donations.

La misère des ouvriers...

A l'autre bout, les ouvriers de toutes les corporations ne touchent qu'un salaire de 2 pesetas par heure en moyenne, alors que le prix de la vie exigerait un salaire minimum de 6 pesetas horaire pour atteindre le niveau de vie d'un ouvrier français. La formidable plus-value extorquée par la bourgeoisie, va pour une part importante dans les caisses de l'Etat fasciste dont les services indispensables ne sont pas bon marché.

...et des classes moyennes

Les couches moyennes de la population : commerçants, artisans, employés, etc., sont accablés par de très lourds impôts. Leur revenu sensiblement plus élevé que celui des ouvriers, est cependant insuffisant pour leur permettre de faire face aux obligations de leur situation sociale. Ils se livrent au marché noir et leurs femmes doivent même se prostituer, d'une façon discrète, afin de pouvoir subsister.

Les paysans pauvres et moyens s'efforcent de cacher le produit de leur travail que l'Etat réquisitionne périodiquement sous la forme d'achats à des prix dérisoires et qu'il vend à l'étranger pour se procurer les si précieuses devises.

Reconstruire les églises

Les milliers d'ouvriers, condamnés politiques, dont l'internement a été commué en une période plus courte de travaux forcés à la réfection et à la construction des routes et tunnels, et bien entendu à la reconstruction des églises et des monastères, meurent de fatigue et de faim sur les chantiers mêmes. Ces forçats ne touchent en nourriture et en argent que le quart du salaire d'un ouvrier libre. Un vieux camarade mineur, vétéran de la guerre civile, un jour de visite au camp pénal, nous disait :

— Nous constituons une mine d'or pour l'Etat franquiste et pourtant nous ne pouvons subsister sans les colis que nous font parvenir nos familles. Je travaille en ce moment comme ouvrier du bâtiment pour reconstruire une église, mais à la nuit tombante nous n'avons pas le droit d'y entrer pour nous préserver du froid ; nous couchons à la belle étoile et sous la surveillance de la garde civique dont les relèves ont lieu de deux heures en deux heures. Ne vous en faites pourtant pas, ajoutait le vieux mineur, nous les aurons un jour.

Le rationnement légal

Il n'est pas sans intérêt de savoir ce qu'est le rationnement légal en Espagne. Il se limite aux produits suivants :

— Pain : 250 grammes par jour;
— Huile : 1/4 de litre par mois (pas d'autres matières grasses) ;
— Viande : pas de rationnement, elle est vendue à portes fermées ;
— Sucre : 200 grammes par mois ;
— Haricots : 100 grammes par mois ;
— Pois chiches : 100 grammes par mois ;
— Lentilles : 100 grammes pour trois mois ;
— Pâtes : 100 grammes par mois;
— Riz : 200 grammes par mois (l'Espagne est productrice de riz) ;
— Café : 50 grammes pour cinq mois (à l'occasion des grandes fêtes religieuses) ;
— Pommes de terre : presque pas de distribution et très irrégulières (un kilo par semaine, ou par mois, ou rien).

Tous les autres produits sont en vente libre mais à des prix exhorbitants. C'est le marché noir légal, accessible seulement aux riches.

Comment vivent les ouvriers ?

Le kilo de pain noir vaut 12 pesetas au marché noir et le salaire moyen quotidien est de 16 pesetas. Dans une famille, les salariés peuvent manger du pain et les sans salaires sont réduits aux farines à bestiaux.

Où passe donc la production nationale ?

Chez les grossistes du marché noir et à l'étranger.

Surtout à l'étranger où elle se transforme en devises qui permettent l'achat de matières premières nécessaires à la grande industrie, pivot du régime fasciste.

Les grandes directions de la classe ouvrière, pour couvrir le crime de leur collaboration avec la bourgeoisie mondiale, tentent de faire croire au monde du travail que le blocus économique de l'Espagne porterait un grand préjudice à la population laborieuse de notre pays.

Non seulement il n'en est rien, mais la vérité est exactement contraire.

Si les échanges commerciaux cessaient avec l'Espagne, l'industrie s'arrêterait très vite et la crise gouvernementale, résultant de l'opposition entre la bourgeoisie menacée et l'équipe fasciste impuissante à assurer la continuité de sa domination, serait parallèle au soulèvement ouvrier.

Il faut interdire le soutien capitaliste de Franco

Ouvriers de tous les pays, vos gouvernements et votre bourgeoisie, par intérêt et solidarité de classe, continuent les échanges économiques avec Franco ; vous ruinerez cette politique en jetant à bas le dictateur par votre action.

Vous obligerez vos directions politiques et syndicales à cesser les « flirts » avec l'ennemi irréductible et à prendre des décisions concrètes efficaces.

Mettez à l'ordre du jour de vos assemblées ou réunions, des programmes d'action permettant d'arrêter la production et le transit des marchandises à destination ou venant d'Espagne.

Votre aide assurera notre victoire.

Notre victoire sera la vôtre.

MARIA.

LE BOURREAU DES ASTURIES VEUT REMPLACER FRANCO

La crise au sein même de l'appareil franquiste prend une ampleur de plus en plus grande. Elle évolue, d'ailleurs, dans un sens que nous avons indiqué à plusieurs reprises ici même.

Le « cas » du général Aranda vient d'éclater au grand jour. Il a été envoyé aux îles Baléares en résidence forcée.

Le nom d'Aranda a été mêlé à un procès récent contre des militants antifranquistes. Les accusés, notamment le militant socialiste Juan Gomez Egido et le dirigeant anarcho-syndicaliste Sigerido Catala, ont déclaré au tribunal qu'ils avaient pris contact avec les éléments monarchistes par l'intermédiaire du général Aranda.

Le procureur a dû déclarer, rappelant l'activité d'Aranda dans la guerre civile à côté de Franco, qu'il est impossible d'imaginer qu'Aranda ait pris contact avec « des criminels rouges ».

Nous avons déjà parlé d'Aranda, le bourreau des Asturies en 1936. Il apparait de plus en plus que cette sinistre figure est un des axes de la grande manœuvre pour remplacer Franco par un pouvoir militaire, avec l'accord des quelques dirigeants républicains et socialistes, les mêmes qui ont déjà amené hier la défaite des ouvriers espagnols.

Les choses se précisent de plus en plus. Le journal de Bruxelles « Le Soir » écrit, le 12 janvier, qu'« Aranda est indiqué comme le successeur possible de Franco, le seul susceptible d'être accepté à la fois par les royalistes et les républicains ».

Les travailleurs, en tout cas, n'ont et n'auront jamais rien de commun ni avec Aranda ni avec la politique qui se fait autour de son nom, destinée à empêcher le plus possible que les masses espagnoles puissent se libérer de l'oppression et puissent décider elles-mêmes de leur avenir. Mais il est grand temps de dénoncer et de s'opposer à cette manœuvre, et cela par l'action de classe des travailleurs espagnols et de ceux du monde entier.

A. ROURA.

INDÉPENDANCE DU VIET-NAM

(Suite de la page 1.)

Le sang des Viet-Namiens coûte un milliard par jour !

Seule la Libre République du Viet-Nam pourra désormais, par des échanges normaux, faire profiter les travailleurs européens des produits de son sol. Encore ne faut-il pas que vous laissiez, vous, travailleurs français, semer la ruine pour vingt ans dans ce pays par les agents rapaces de la Banque d'Indochine. **En ce moment, plus d'un milliard par jour, payés par les travailleurs, sont dépensés pour défendre la propriété volée par les seigneurs colonialistes.**

Pas de canons, mais du beurre...

Fonctionnaires, l'Etat ne peut accepter vos modestes revendications.

Travailleurs, vous devez accepter votre sort misérable, au « nom de l'intérêt supérieur du pays ». Mais cet « intérêt supérieur du pays » n'empêche pas les capitalistes, pour satisfaire leurs intérêts sordides de classe, de ruiner deux pays à la fois. Car la guerre ne paie plus. Non seulement la politique « de la grandeur » est criminelle, mais elle est stupide.

Dans tous les cas, les travailleurs ne doivent plus accepter aucun argument patronal et gouvernemental sans répondre : « A bas la guerre d'Indochine ! » UN MILLIARD PAR JOUR CELA SIGNIFIE LA POSSIBILITE D'AUGMENTER LE SALAIRE DE CINQ MILLIONS DE SALARIES DE DEUX CENTS FRANCS PAR JOUR.

Mais le Parti socialiste envoie Moutet « couvrir » le moine sanglant.

Le Parti communiste français n'ose prendre ouvertement position de peur de perdre des strapontins ministériels.

Et la C.G.T. se tait.

La Fédération mondiale des Syndicats ignore qu'il y a une C.G.T. viet-namienne !

Pour qui luttent les Viet-Namiens ?

Travailleurs, il faut réagir. Il faut imposer l'action commune de tous les antifascistes et anticolonialistes pour abattre la guerre du caoutchouc. Ne cherchez pa plus longtemps pour qui luttent les Viet-Namiens : c'est pour vous. Et leur défaite serait la vôtre. Comme la défaite de la Révolution espagnole prépara votre défaite.

Mais par l'action commune des peuples asservis du monde entier avec le prolétariat exploité, nous pouvons et nous devons en finir avec la pourriture capitaliste qui n'apporte à l'humanité que la guerre, le fascisme, la misère et la tuerie, la famine et la barbarie.

D'Argenlieu rêve de remplacer Ho Chi Minh par un roi !

Nous savons bien que d'après messieurs les colonialistes, les barbares, ce sont ceux qui ont violé les nonnes. Mais s'il faut un milliard par jour pour venger la virginité rancie de quelques nonnes, les peuples coloniaux auraient besoin de tout l'or de la terre pour venger le viol des dizaines de milliers de fillettes d'Asie et d'Afrique. Il nous reste donc à souhaiter que les Viet-Namiens soient plus « chrétiens » que les moines sanglants. Assez de sang ! Assez de crimes ! Assez de famines ! A bas les colonialistes ! A bas la guerre du caoutchouc ! Pas un homme ! Pas un avion ! Pas un sou pour la Banque de la guerre d'Indochine !

Marcel BAUFRERE.

Propagande colonialiste dans les Centres de formation professionnelle

Un sympathisant lillois nous envoie cette circulaire édifiante.

Pour appuyer sa campagne colonialiste le gouvernement Bidault faisait procéder au racolage dans les écoles, sous l'égide de M. Varenne, ancien gouverneur général de l'Indochine et ministre d'Etat.

Nous la publions pour demander aux instituteurs ce qu'ils pensent de cette propagande organisée par MM. les préfets.

Et pour demander aussi à M. Naegelen, ministre socialiste de l'Education nationale, s'il continue à tolérer l'intervention d'une association colonialiste dans l'enseignement général !

Une réponse serait la bienvenue.

Lille, le 6 novembre 1946.

Inspection principale
de l'Enseignement technique
118, rue Meurein
LILLE

L'Inspecteur principal
de l'Enseignement technique
à Messieurs les Directeurs de Centre
à Mesdames les Directrices de Centre
de Formation professionnelle.

OBJET : Association Nationale pour l'Indochine Française-Campagne de souscriptions pour 1946.
Réf. : EB/HC.

NOTE DE SERVICE Nr 223

M. le Préfet du Nord a écrit à M. le Recteur d'Académie.

« En raison de la proximité de l'ouverture de l'année scolaire, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la campagne engagée, au titre de l'année 1946, par l'A.N.I.F.

A cette occasion, je compte que, comme précédemment, vous voudrez bien prêter votre concours à l'œuvre entreprise par le Comité Central sous l'égide de M. Alexandre Varenne, Ministre d'Etat, à laquelle le Gouvernement, en raison des circonstances, attache la plus grande importance.

En effet, les fonds recueillis au cours de cette année, outre les frais de propagande, seront consacrés à parfaire l'équipement sanitaire de notre Corps Expéditionnaire d'Extrême-Orient.

C'est pourquoi j'attacherais du prix à ce que la prospection touche l'enseignement à tous les degrés (primaire, secondaire, technique et supérieur), certaines catégories ne paraissant pas avoir été sollicités en 1945.

D'autre part, il y aurait intérêt à ce que des conférences ou causeries sur l'Indochine soient organisées par les professeurs et maîtres et je dispose, à cet effet, d'un jeu de cartes murales et de graphiques qui pourrait être mis à leur disposition.

Je me permets également d'appeler votre attention sur la décision du Comité Central qui a maintenu, pour les membres de l'Enseignement, à 10 francs au lieu de 20 fr. pour 1946, le taux de la cotisation annuelle et 100 fr. au lieu de 150 fr., celui de l'abonnement à la Revue « Indochine Française ».

Par ailleurs, une remise de 10 % sera consentie, comme précédemment, aux répartiteurs.

Les cartes d'adhésion (par bordereau de 25) seront délivrés sur la demande adressée à la 4e Division-1er Bureau.

Enfin, un petit stock de tracts, affiches, brochures de propagande pourra être mis à votre disposition.

Je vous remercie par avance de l'impulsion que vous voudrez donner à cet appel.

Le Préfet du Nord,
Signé : LANQUETIN.

En transmettant cette lettre, M. le Recteur me demande de donner suite dans toute la mesure du possible au vœu de M. le Préfet et de prendre toutes mesures utiles au développement de la campagne en faveur de l'Indochine.

Vous voudrez bien me tenir au courant, pour le 25 novembre, des initiatives réalisées et des résultats obtenus en ce qui concerne ce Centre.

L'Inspecteur Principal
de l'Enseignement Technique.
Signé : BABILLOT.

Le retour de Léon BOUTBIEN

ou « les responsabilités partagées »

Tandis que le gouvernement socialiste envoyait Marius Moutet en Indochine, le socialiste « de gauche » Léon Boutbien se rendait, de son côté, à Saïgon et Hanoï pour enquêter sur place et renseigner ses amis de la gauche S.F.I.O.

A son retour, il a fait certaines déclarations reproduites, notamment, par l'Agence Française de Presse, le *Journal de Genève*, etc. L'A.F.P. lui prête, en substance, les propos suivants : « Les responsabilités de la guerre du Viet-Nam sont partagées ; le Viet-Nam s'est laissé déborder par des éléments nationalistes extrémistes ». A notre connaissance, Léon Boutbien ne s'est pas inscrit en faux contre une telle interprétation de ses propos.

« Les responsabilités sont partagées ! » Peut-on imaginer formule plus néfaste, plus hypocrite, plus mensongère.

Depuis cinquante ans, les Français en Indochine affament, pillent, exploitent, déportent, assassinent, torturent, et « les responsabilités sont partagées » !

L'accord du 6 mars a été foulé au pied, le lendemain même de sa conclusion, par l'action des SS français, les bombardements français ont fait 28.000 victimes dans une seule ville et ceci avant le déclenchement des opérations par les Vietnamiens, et « les responsabilités sont partagées » !

Mais tout cela est connu de Boutbien ! Il sera prêt à reconnaître, sans doute, que la France a la « plus grande responsabilité » mais il ajoutera que les Vietnamiens en ont leur part parce que, au lieu de se laisser étrangler, ils ont « pris l'offensive » le 19 décembre, parce que, en se défendant, ils ont détruit des richesses industrielles et scientifiques et fusillé des Français peut-être innocents. « Prendre l'offensive », quel crime impardonnable quand on est Vietnamien !

Que toute guerre, y compris celle-ci, voulue par le capitalisme français, comporte des tragédies et des horreurs ; que les Vietnamiens aient été acculés à l'offensive par les actions de l'armée colonialiste, voilà ce que Boutbien semble oublier et, ce faisant, il couvre Marius Moutet, agent du colonialisme.

Mais alors intervient sa deuxième affirmation : Ces gens-là, après tout, ne sont que des « nationalistes extrémistes ». Peut-être me direz-vous y a-t-il derrière eux des impérialismes (l'Amérique ou la Chine).

Autrement dit, pour ne pas paraître tiède, Boutbien pourrait bien prendre la figure du socialiste intransigeant et conclure, en fonction de cela... à l'inutilité de soutenir les « extrémistes » en question.

Mais tout cela serait d'aussi mauvais aloi que la thèse de la responsabilité partagée.

Car la question, estimable extrémiste de la S.F.I.O., se pose ainsi et vous le savez :

1° « Si l'armée et le capitalisme colonialistes français sont vaincus, c'est une victoire pour le prolétariat international. Dans le cas contraire, c'est une victoire pour le fascisme français » ;

2° Le courant socialiste internationaliste se développera avec puissance dans le Viet-Nam, dans la mesure où, en France et en Indochine, parmi les Français, la solidarité prolétarienne jouera sans retenue en faveur de la lutte menée par les Vietnamiens, dans la mesure où la IVe Internationale pourra mobiliser les ouvriers contre la guerre d'Indochine, et où les travailleurs agiront en faveur des opprimés des colonies ;

3° Dans toute guerre coloniale, les intérêts des autres impérialismes jouent. On ne peut leur faire échec qu'en développant internationalement la solidarité internationale des peuples occidentaux en faveur des esclaves coloniaux. C'est ce que font nos camarades trotskystes, avec efficacité, notamment en Angleterre, en Hollande et aux Etats-Unis. C'est ce que ne font pas vos amis socialistes. Au contraire.

4° Le conflit vietnamien n'est pas vidé. Des mouvements correspondants ont lieu en Indonésie, aux Indes britanniques, à Madagascar, etc. L'essor des mouvements d'émancipation coloniale signifie un coup rude à notre ennemi juré : les trusts internationaux.

Tout cela, vous le savez, « anticolonialiste » Boutbien. Mais vous reculez, vous discutaillez et, en définitive, vous faites le jeu du capitalisme. Inutile de vous récrier..

Vous le faites si vous concluez à la responsabilité partagée, car *vous empêchez ainsi les travailleurs d'agir contre les colonialistes* et *vous donnez des patentes à la gauche socialiste pour s'abstenir de toute action.*

Vous le faites, car, tandis que vous établissez de subtiles distinctions (entièrement fausses d'ailleurs), *le colonialisme ne perd pas une seule minute.*

Vous le faites, car vous *justifiez*, que vous le vouliez ou non, *la politique de Marius Moutet*, dans le parti duquel vous restez, d'ailleurs.

Les Vietnamiens n'ont pas besoin de bonnes paroles mais d'actes.

C'est déjà un crime que de se contenter de les louer sans lever le petit doigt pour les aider.

Que dire alors de votre position, Boutbien ?

« Responsabilités partagées » ? Nous avons l'impression que c'est vous qui risquez de partager de singulières responsabilités avec Moutet et... d'Argenlieu, en définitive.

Jean SOUDRAN.

ACTES TERRORISTES

contre des camps vietnamiens en France

Il ne se passe pas de jour sans que la « Vérité » ne reçoive des résolutions des Vietnamiens de France nous informant de leurs revendications.

Il ne nous est pas possible de passer intégralement ces résolutions et nous nous excusons de ne pouvoir qu'en donner des extraits.

Une résolution des Vietnamiens de Paris, réunis en Assemblée générale, le 26 décembre 1946, se solidarise entièrement avec la lutte menée par leurs compatriotes pour l'indépendance et stigmatise l'impérialisme français :

« Le conflit sanglant déclanché par les multiples provocations de l'administration de l'amiral d'Argenlieu, coûtera au Peuple français des sommes immenses et un nombre incalculable de vies humaines, pour le seul profit d'une poignée de colonialistes rétrogrades. »

De Villeurbanne et de Décines (Isère), nous recevons une protestation des travailleurs Vietnamiens contre un attentat fasciste :

« Deux grenades ont été lancées le 5 janvier 1947, l'une à Saint-Maurice de Beynost (Ain), l'autre à Neuville-sur-Saône (Rhône) dans des baraques d'habitation des travailleurs vietnamiens, causant des dégâts.

Ces provocations de la part des milieux réactionnaires ont soulevé l'indignation générale de tous les travailleurs de Lyon. »

Nous nous élevons contre ces provocations révoltantes et conseillons aux travailleurs vietnamiens d'organiser l'auto-défense contre les fascistes.

Nous remercions les Vietnamiens en garnison d'Agen (Lot-et-Garonne) pour leur protestation contre l'interdiction de notre meeting de Wagram et la somme de 1.800 francs envoyée pour les soins aux blessés et pour la solidarité avec notre camarade Pierre Comte.

L'ANGLETERRE ET LA GRECE

Une lutte séculaire contre une "protection" indésirable

La Grèce est située à l'extrémité Sud de la péninsule balkanique. Elle est le carrefour de toutes les voies de communication terrestres et maritimes qui vont de l'Europe occidentale et centrale vers le proche, le moyen et l'extrême Orient.

Une base stratégique d'une importance capitale

Elle constitue un point stratégique d'une importance capitale dans le bassin oriental de la Méditerranée.

Celui qui détient la Grèce contrôle le canal de Suez, les détroits des Dardanelles et l'entrée de l'Adriatique. Ce fait éclaire d'une manière nette l'histoire de ce pays qui, depuis des siècles, fut la proie de tous les conquérants et qui, dès notre époque, fut et est le théâtre d'âpres luttes entre les divers impérialismes.

La domination turque

Après la chute de Byzance et pendant quatre siècles, les Grecs vécurent sous la domination turque. Ils connurent les massacres, la misère et l'humiliation. Mais ils n'ont pas déposé les armes. Le sultan faisait la loi dans les villes, mais le « Kleft » (partisan) régnait dans les montagnes. C'est une période terrible qui reste comme un cauchemar pour le peuple grec. C'est aussi une période épique que la chanson et la poésie populaires — qui comptent parmi les plus riches du genre — ont célébrée, et qui a laissé des traces profondes dans la mentalité, le caractère et les mœurs du Grec d'aujourd'hui. *Il faut en tenir compte si on veut comprendre ce qui se passe actuellement dans ce pays.*

La guerre d'indépendance de 1821

En 1821, les Grecs se soulevèrent contre les Turcs. La guerre d'Indépendance dura sept ans. Cette guerre était dirigée, non seulement contre le sultan, mais aussi contre l'aristocratie grecque, qui s'était très bien accommodée du système social féodal turc, au sein duquel elle avait gardé tous ses privilèges et dont elle fut un des plus solides piliers, contre l'Eglise orthodoxe, qui l'excommunia, contre la Russie des tsars, contre la France de la Restauration, contre Metternich, contre l'Angleterre, en un mot contre toute la réaction européenne, car elle ne fut pas un soulèvement purement national : elle fut avant tout une révolution bourgeoise démocratique.

La lutte des révolutionnaires grecs...

Contre tous ses ennemis, la révolution grecque a tenu bon. L'audace de ce peuple, qui comptait alors à peine deux millions d'habitants, impressionna le monde. Des républicains de tous les coins de la terre gagnaient la Grèce pour combattre la « tyrannie ». Toutes les forces révolutionnaires, vaincues par la réaction dans leurs propres pays, virent dans ce soulèvement la renaissance des luttes pour les libertés démocratiques.

...était une lutte contre toute la réaction européenne

Contrairement à la France de la Restauration, la France de la grande Révolution y fut largement représentée. Ce furent des volontaires français qui prirent d'assaut le Parthénon, et leur chef, le général Favières, tombé au cours de cet assaut, fut enterré aux pieds de l'Acropole.

C'est alors que la diplomatie anglaise, changeant de tactique, décida d'exploiter la révolution grecque et de favoriser la création d'un Etat indépendant qui, soumis à son influence par des moyens politiques et économiques, constituerait un poste avancé pour sa marche vers l'Orient.

La révolution...

La révolution grecque faisait partie des mouvements démocratiques que la Révolution française avait incités. Sa charte était inspirée de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mais, au moment où elle fut déclenchée, la réaction triomphait à l'Occident. La « Sainte Alliance » gérait l'Europe. Les monarchies se restauraient.

A l'intérieur du pays, les rapports des forces sociales avaient subi de profonds changements. La guerre avait ruiné la bourgeoisie révolutionnaire. Le pays n'était qu'un amas de pierres noires. Les masses populaires affamées. Les terres des féodaux turcs distribuées à un nombre de chefs militaires qui, de ce fait, constituèrent la nouvelle classe des propriétaires fonciers dont le caractère réactionnaire et l'étroitesse d'esprit dépassait toute imagination.

L'Angleterre des financiers

Dans les écoles grecques, on apprend aux enfants que l'Angleterre fut depuis toujours la grande amie et la « libératrice » de la Grèce. Il y eut, évidemment, l'Angleterre de Byron. Mais Byron offrit sa vie à la révolution grecque, sans rien lui demander en échange.

Mais il y eut aussi l'Angleterre des financiers. Voici un exemple typique de son « amitié » : en 1824, pendant que la guerre pour l'Indépendance continuait, l'Assemblée nationale décida de contracter un emprunt de 800.000 livres. Un groupe de banquiers londoniens s'en occupa. Le taux fut de 59 %. La souscription donna 472.000 livres.

L'année suivante, l'Assemblée demanda un emprunt de 2 millions de livres. Cette fois, le taux fut de 55 %. La souscription rapporta 1.100.000 livres. *Sur ces deux emprunts, représentant dans l'ensemble 1.572.000 livres, les financiers anglais retinrent la somme de 1.032.000 livres « pour le service de l'emprunt ». Les Grecs reçurent, en tout, 540.000 livres. Lorsque l'indépendance fut reconnue, l'Etat grec se déclara incapable de régler cette dette connue sous le nom d'« emprunt de l'Indépendance ». Ceci causa à la Grèce des pressions et des humiliations énormes. En 1875, un accord fut conclu, d'après lequel la Grèce devait reconnaître 1.200.000 livres à payer, plus les intérêts arriérés, à 5 %. En 1875, cela représentait 8.000.000 de livres. Depuis cette époque, tous les emprunts que l'Etat grec a contractés ont été organisés par des groupements anglais. En 1928, la dette « nationale » grecque s'élevait à 88 milliards. Les 55 % des titres de cette dette se trouvaient aux mains des financiers londoniens. C'est le groupe financier Hambro & Co. de Londres qui — par l'intermédiaire de la Banque nationale de Grèce — contrôle la vie économique du pays.*

De l'oppression turque à l'oppression anglaise

Il y a cent vingt ans que la révolution grecque se termina victorieusement. Les Grecs s'affranchirent du joug de l'empire ottoman. Mais ils connaissent depuis la « protection » britannique. Nous verrons, par la suite, ce que cette « protection » indésirable a coûté en sang et en misères aux masses laborieuses de ce pays.

GREGORIS.

Dans notre prochain numéro : « Le rôle de l'impérialisme britannique dans l'histoire de la Grèce contemporaine ».

Les Partisans grecs

infligent des pertes sévères à l'armée réactionnaire

LA TERREUR EN GRECE

Dans le village Kentriko, près de Salonique, les gendarmes ont torturé jusqu'à la mort Marie Joanidès, mère de quatre enfants. A Katerini, les fascistes ont assassiné l'ancien lieutenant de l'E.L.A.S., Tsambéras. A Polyneri (Macédoine occidentale), le républicain Stamoulis fut tué après avoir subi des tortures affreuses. Une bande de monarchistes a assassiné à Monastiri (Péloponèse) Euphterpie Cousta, âgée de 20 ans, et P. Macautassi, âgé de 18 ans. Trois autres démocrates ont été assassinés dans les régions de Salonique et de Missolonghi. Deux cents personnes ont été déportées ces dernières semaines de la seule région d'Athènes.

L'ACTIVITE DES ANTARTES (PARTISANS)

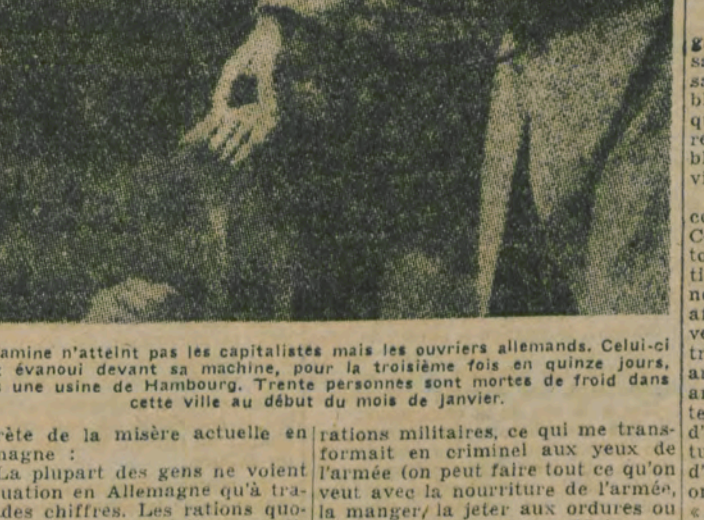
Un détachement de l'armée démocratique a attaqué et dispersé les forces gouvernementales stationnées à Prossotsani (Macédoine). 107 soldats de l' «armée régulière » ont passé du côté des Antartès.

Dans la région d'Agra, en Macédoine, et dans la région d'Elasson, en Thessalie, les Antartès ont attaqué et dispersé d'importants convois de l' « armée régulière ». Une grande quantité de matériel est tombée dans leurs mains. Les monarchistes ont subi de lourdes pertes à Grevena, Deskati, Servia, Eftalofos et Lentokaria.

Un détachement de 300 Antartès a infligé de lourdes pertes aux mercenaires du bandit-collaborateur Fostéridès (dit Auton-Chaouch) aujourd'hui au service des Anglais et du gouvernement royaliste. Une grande partie des hommes de Fostéridès fut dispersée, les autres furent tués ou fait prisonniers, tandis que lui-même se réfugiait, dans un état lamentable, à Alexandrepolis.

LA FAMINE EN ALLEMAGNE

Sous la pression de la propagande chauvine répandue à flots pendant des années, il est devenu coutumier, pour beaucoup de travailleurs, de dire, lorsqu'on leur parle de la misère en Allemagne : « Qu'ils souffrent, c'est bien leur tour ! Ils ne se gênaient pas pour nous faire baver ! »



La famine n'atteint pas les capitalistes mais les ouvriers allemands. Celui-ci s'est évanoui devant sa machine, pour la troisième fois en quinze jours, dans une usine de Hambourg. Trente personnes sont mortes de froid dans cette ville au début du mois de janvier.

Les premières victimes

Mais nous savons aussi que *les premiers* qui ont enduré la terreur fasciste en Allemagne sont les travailleurs allemands ; et que c'est *pour eux* qu'ont été conçus et réalisés les camps atroces de Buchenwald, Auschwitz, etc. Nous savons qu'une des conditions de développement du mouvement ouvrier en Europe est la reconstruction d'un solide mouvement ouvrier allemand, c'est-à-dire la liquidation totale de tous les vestiges du fascisme.

C'est aux travailleurs allemands eux-mêmes que nous faisons confiance, eux qui ont les premiers de toute l'Europe, avec leurs camarades italiens, connu les horreurs du fascisme tout-puissant, eux qui ont été, pendant des années, brisés, anéantis par la machine policière la plus terrible et la plus perfectionnée qu'on ait jamais vue.

Le fascisme naît de la misère

Et c'est devant leur misère actuelle que nous jetons un cri d'alarme : attention ! c'est dans la misère sans issue que le fascisme prend ses racines ! C'est dans un pillage aussi honteux que celui auquel se livrent tous les « alliés » que renaitra le chauvinisme prussien !

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'un soldat anglais (publiée dans l'organe de la section anglaise de la IVe Internationale) qui relate son expérience concrète de la misère actuelle en Allemagne :

« La plupart des gens ne voient la situation en Allemagne qu'à travers des chiffres. Les rations quotidiennes, et les restrictions ou diminutions de ces rations, en calories. Mais qu'est-ce qu'une calorie ? Ou 1.500 calories ? La pensée saisit les chiffres, mais sans que l'imagination en soit frappée. Il est impossible de se représenter les rations actuelles en Allemagne si on n'a pas essayé d'en vivre, et de s'imaginer ce qu'elles signifient en souffrances et besoins humains.

Des rations de famine

» J'ai pris, l'autre soir, le thé avec Frau F... J'avais emporté mes rations militaires, ce qui me transformait en criminel aux yeux de l'armée (on peut faire tout ce qu'on veut avec la nourriture de l'armée, la manger, la jeter aux ordures ou la donner aux cochons. Mais sous aucun prétexte ne doit-on la donner aux Allemands. Même l'aumône dans les gares de quelques rations « de voyage » est strictement interdite).

» *Je mangeai deux tranches de pain, recouvertes d'une très fine couche de margarine et de fromage à la crème. Pour Frau F..., ceci représentait la ration d'une journée de pain, d'un mois de fromage et d'une semaine entière de matières grasses.*

» Lorsque j'ouvris une boîte de « corned-beef », elle me rappela, que la petite boîte que je tenais à la main n'était inférieure que de 100 grammes à *la ration de viande de Frau F... pour un mois.*

» Frau F... reçoit environ 3 k. 500 de pommes de terre par mois, mais elle doit faire de longues queues pour les avoir, et elle ne sait jamais d'un jour à l'autre si elle pourra toucher ce à quoi ses cartes lui donnent droit.

Des queues interminables

» Or, les queues ici en Allemagne ! il est impossible de les voir sans ressentir ce désespoir angoissant qui se marque sur les visages blafards de ces hommes et femmes qui se tiennent là pendant des heures, attendant des rations misérables qui ne feraient même pas envie à un chien.

» C'est la ménagère ouvrière qui, comme toujours, souffre le plus. Ceux qui ont de l'argent, et qui sont toujours là, malgré la « dénazification », peuvent vivre sur le marché noir. Des milliers font de bonnes affaires en travaillant pour le gouvernement militaire. On les repère très bien. Ils se promènent avec arrogance, fumant des cigarettes anglaises (*une seule* de ces cigarettes vaut une journée de salaire d'ouvrier). Mais ils ont « les tuyaux ». Et en Allemagne aujourd'hui, ceux qui ont « les tuyaux » ont le pouvoir. Frau F... n'a pas de « tuyaux », elle n'a pas de bagues ou de montres à vendre, et peu de choses ou rien à la banque. Elle et les autres ménagères allemandes doivent mener tous les jours un combat presque désespéré pour continuer à vivre. En temps de paix, comme en temps de guerre, elles sont les victimes les plus impuissantes du capitalisme. »

CHEZ LES FONCTIONNAIRES

LA BATAILLE des traitements continue

12 décembre 1945 : les fonctionnaires participent avec enthousiasme à la grève d'avertissement. Les exploités de l'Etat patron étaient alors unanimes dans l'action pour mettre fin à leur situation de travailleurs au rabais. Depuis quelques aumônes dérisoires sont venues camoufler la trahison des partis socialistes et communistes à l'égard des fonctionnaires. Les directions syndicales en particulier celle de l'Union générale des fonctionnaires ont toujours été fermes... verbalement. Depuis un an, dans les titres de la *Tribune des fonctionnaires* on « lutte », ou on « continue la bataille », comme le déclare Le Léap dans le numéro du 10 janvier. Mais dans les faits l'U.G.F.F. n'engage jamais la bataille ; placés devant le dilemne : capitulation ou grève, Le Léap, socialiste, et Pruja, communiste, tombent d'accord pour la capitulation. Il n'y a dans ces propos, nulle attaque injustifiée, c'est la traduction, en langage clair de lampiste, de la déclaration de Le Léap : « Le refus du Gouvernement ne rendait possible que deux solutions : 1. La grève générale ; 2. attendre la rentrée parlementaire. Nous avons préféré la seconde solution... »

En bien, cette bataille qui n'a pas été engagée, il haut que les fonctionnaires la préparent et ce, malgré tous les obstacles

« L'astucieuse mystification »

Un de ces obstacles c'est le climat défavorable que le gouvernement veut créer par la campagne des 5 %, campagne que Pruja dénonce dans la *Tribune* du 10 janvier comme une « astucieuse mystification ». Pruja n'est pas précis ; il faut prévoir les tournants possibles, fonction de la place accordée à Thorez et ses amis au gouvernement. Il aurait pu, sans forcer son talent d'humoriste, montrer qu'il faudrait quelques années de baisses successives de 5 % pour que le fonctionnaire retrouve son pouvoir d'achat, combien insuffisant, de février 1945.

Pruja oublie en outre de dénoncer cette autre astucieuse mystification qu'est la « revalorisation » actuellement accordée par le gouvernement. Avec l'assentiment de la C.G.T. la semaine de 48 heures est décrétée semaine normale de travail. L'acompte versé ne constitue donc pas une revalorisation, mais payera les heures supplémentaires. Ainsi, un fonctionnaire au traitement budgétaire de 40.000 reçoit 1.500 francs d'acompte, il a à fournir 34 heures supplémentaires de travail qui lui sont donc payées au taux horaire de 1.500 = 44 francs.

34

Préparer la bataille des traitements

Mystifiés par les partis politiques, abandonnés au moment décisifs par les directions syndicales, en qui mettre notre confiance, disent les fonctionnaires ? En vous-mêmes camarades. Groupés dans vos sections syndicales de base, vous devez faire connaître votre volonté de ne plus accepter de capitulations. Soyez votre propre direction. Organisez par des contacts entre militants décidés à l'action la bataille indispensable pour la revalorisation des traitements.

DARBOUT.

MINIMUM VITAL ET BAISSE DES PRIX

(Suite de la 1re page)

que celles-ci leur soient payées, au grand bénéfice des magnats de la S.N.C.F. Si l'on rapproche ces déclarations de la conception de Frachon du minimum vital les travailleurs comprendront que les dirigeants des grandes organisations ouvrières s'apprêtent à discuter, à faire antichambre sans véritablement engager le combat pour les revendications.

En effet, la revendication insuffisante des 7.000 francs et calculée par les dirigeants de la C.G.T. est calculée sur la base de quarante-huit heures ce qui abaisse le minimum vital sur la base de quarante heures à 5.800 francs par mois.

La seule voie qui reste ouverte aux travailleurs reste celle de l'action directe pour imposer au patronat et au gouvernment satisfaction ds justes revendications.

Seul l'action peut unifer, rassembler en une commune armée les travailleurs de l'industrie privée avec leurs camarades de la fonction publique.

Seule, elle permettra de faire assurer une véritable baisse des prix par l'ouvrture des lvires de compte et l'abolition du secret commercial.

L'union dans l'action gouvernementales

La collaboration des classes divise ! L'action de classe unifie ! Travailleurs, déposez vos cahiers de revendications dans chaque entreprise et imposez par la grève, si c'est nécessaire, le véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile. Fonctionnaires, refusez de faire quarante-huit heures, refusez tout licenciement qui ne serait pas immédiatement suivi par un reclassement aux mêmes conditions de salaires et de travail. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières sont incapables de défendre nos revendications. Dans le conflit de la presse, les Largentier se sont mis au service des patrons et du gouvernement contre les travailleurs. La leçon ne doit pas être perdue. Organisez-vous à la base par entreprise et par syndicat pour engager le combat victorieux pour le véritable minimum vital en rapport avec le coût de la vie.

La C. G. A. annonce

UNE DISETTE DU BLE

La lettre que Philippe Lamour a adressée à Blum le 13 janvier 1947 nous révèle la menace de disette qui pèse sur le pays. Le secrétaire de la C.G.A. après avoir rappelé que les promesses d'attribution de machines agricoles aux paysans n'ont pas été tenues, fait état des conséquences provoquées par le gel sur la culture du blé.

« Au calcul de l'Institut de Versailles, dit la lettre, deux millions d'hectares de blé ont été détruits par le gel.

De l'enquête à laquelle se livre actuellement l'Union Nationale des Coopératives agricoles des céréales, adhérente à la C.G.A., qui groupe 650 coopératives et assure 85 % de la collecte, il résulte qu'il n'y a pas pratiquement de demande de blés alternatifs et que tel département qui a eu 25.000 hectares gelés ne prévoit pas de réensemencement supérieur à 500 hectares. »

Ces quelques lignes sont assez éloquentes et nous font mesurer toute l'étendue de la catastrophe qui nous menace l'an prochain.

Que propose la C.G.A. ?

Les mesures préconisées par la C.G.A. sont :

1° La prolongation du paiement de la prime de 100 francs pour toute quantité de blé mis, par une déclaration formelle à la disposition des organismes stockeurs avant la date du 31 janvier 1947.

2° L'octroi de points prioritaires permettant l'acquisition de bons d'équipement provenant des surplus à tous les agriculteurs ayant livré du blé, dans la proportion de leurs livraisons.

3° L'octroi d'une prime de réensemencement pour les surfaces gelées.

Les réticences des paysans à réensemencer sont toutes naturelles.

Les paysans qui ont semé en automne et qui par suite du gel se trouvent obligés de réemblaver au printemps ont des frais doubles et n'ont aucune assurance que le prix du quintal de blé sera modifié. La politique gouvernementale depuis deux ans est largement responsable de la gravité de la situation.

On a préféré produire des canons pour l'armée Leclerc que des machines agricoles pour les paysans. La C.G.T. s'est refusée à lutter pour imposer un plan de production pour lequel se prononçait le P.C.I. dès décembre 1944. Les machines agricoles dont disposent les paysans sont pour la plupart démodées et le paysan qui au printemps voudrait réensemencer n'a pas la possibilité d'en acheter, étant donné que le prix à la production du quintal de blé avec la baisse de 5 %, s'élève à 950 francs. Les gouvernements qui se sont succédé, pour ne pas toucher aux privilèges des minotiers ont fait du blé une culture non rentable pour le paysan. Le paysan n'est donc pas engagé à réensemencer et se trouve naturellement tenté par la culture des céréales non contingentées, qui rapporte beaucoup plus.

L'octroi d'une prime de réensemencement dont le montant sera fixé par les syndicats paysans, doit être accordée.

Avec le P.C.I., les travailleurs des villes et des champs lutteront pour que la culture du blé devienne rentable pour le paysan.

Le contrôle des travailleurs, moyen décisif pour barrer la route à la disette

Le contrôle ouvrier sur les marges bénéficiaires des industriels doit pouvoir permettre la livraison aux paysans d'engrais et de machines à des prix plus bas.

La C.G.A et la C.G.T. doivent exiger l'augmentation du prix du blé à la production. Par l'expropriation des minotiers, fauteurs de la hausse du pain, et le contrôle des comités de paysans-travailleurs sur les minoteries, le prix du pain peut être diminué.

L'expropriation des gros propriétaires agricoles permettra aux métayers d'être intéressés à la culture du blé.

La terre à ceux qui la travaillent.

La bataille pour le contrôle des travailleurs s'avère primordiale pour lutter contre la menace de disette.

Il faut choisir entre les crédits pour l'armée Leclerc et ceux qui permettront aux paysans de réensemencer

La lutte pour la cessation des hostilités avec le Viet-Nam est non seulement un devoir de solidarité avec les peuples opprimés, mais elle intéresse les besoins vitaux du pays. Il faut choisir entre les crédits fabuleux destinés à l'armée qui combat contre l'indépendance du Viet-Nam et les primes de réensemencement pour le paysan. La possibilité de conjurer la disette dépend de l'action de classe du prolétariat. Comme le P.C.I. n'a eu cesse de le proclamer, ce sont les masses laborieuses qui seules font les frais de la guerre d'Indochine. *Le prolongement de la guerre des actionnaires de la Banque d'Indochine, c'est la disette pour le peuple français.* Travailleurs, obligez vos organisations syndicales à proclamer le boycott dans la fabrication du matériel de guerre pour les Leclerc et d'Argenlieu.

Des machines agricoles ! Pas de canons !

Paix immédiate avec le Viet-Nam !

Des primes de réensemencement!

Pas un sou pour les colonialistes !

De la bataille qui s'engagera, dépend le sort des masses laborieuses.

R. VALENSI.

UN SCANDALE DONT ON N'A PAS PARLÉ

Les charbonniers nantais n'ont pas touché leurs 25 %

Dernièrement le prix du charbon a encore augmenté de 300 fr. à la tonne. Et les bourgeois de s'écrier: « Voilà où nous mènent ces ouvriers avec leurs augmentations de salaires » !

Eh bien, pas du tout ! Les ouvriers n'y sont pour rien : la corporation des charbonniers n'a pas encore touché ses 25 % ! Les patrons refusent de s'exécuter sous prétexte que le Journal officiel *n'a encore rien publié là-dessus. C'est si commode pour ces messieurs de masquer leur rapacité derrière l'incurie gouvernementale !*

Prix majorés, salaires bloqués

Par contre, ils n'ont pas oublié de majorer leurs prix. Une façon comme une autre de démontrer que c'est le patronat, et lui seul, qui fait monter le coût de la vie pour accroître ses scandaleux bénéfices.

Le salaire de base des charbonniers aurait dû passer de 29 fr. à 41 fr. 45 à compter du 1er juillet. Les patrons leur doivent donc environ 1.200 heures de rappel par homme, soit un minimum de 15.000 francs. Or, ils n'ont versé, jusqu'ici, que des acomptes dont le total n'excède pas 5.500 francs.

Pour les gars des charbonnages et leur famille, c'est la misère la plus complète. Leur pouvoir d'achat a baissé d'au moins 60 % depuis le mois de juillet.

Action directe !

Leurs responsables syndicaux ont fait des démarches auprès des ministères mais en vain. MM. les ministres de l'Etat bourgeois ne sont pas plus pressés que leurs mandataires capitalistes.

Les charbonniers n'ont plus qu'à suivre l'exemple des postiers : se mettre en grève, passer à l'action directe.

Seulement, la ménagère dira : « Nous n'avons pas d'argent pour tenir une grève. »

Seulement, la population laborieuse dira : « Nous allons être privés de charbon. »

Camarades, il y a une solution : faire comme les brasseurs du Nord cet été : occuper les chantiers, élire un comité de gestion qui en prendra la direction, et continuez le travail. Ainsi vous ne cesserez pas de toucher votre paye et les foyers des travailleurs ne manqueront pas de charbon. (Vous pourrez même, en contrôlant les commandes empêcher qu'elles ne passent au marché noir). Quant aux actionnaires, ils se mettront la ceinture tant qu'ils n'auront pas cédé devant votre action. Ce sera bien leur tour.

Le panier

Il en est de même pour les paniers que pour les 25 %. Au lieu de toucher 30 francs, les charbonniers n'ont que 19 fr. 50 avec une heure de décalage payée. Et encore seulement lorsqu'ils font les 2×8. Quand ils font une journée régulière, c'est-à-dire de 5 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, pas de panier. Pourtant, ils travaillent le matin sept heures sans interruption. Ils ont besoin de casser la croûte au cours de la matinée. Ils devraient avoir un panier et une heure de décalage payée.

Voilà encore un point à faire figurer au cahier des revendications : le panier à 30 francs et une heure de décalage pour la régulière comme pour les 2×8.

Délai de 5 jours dans le conflit de la presse

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

L'arbitrage du conflit a été confié, après accord avec la Fédération de la Presse et la S. N. E. P., à M. Chaillet, inspecteur du Travail au ministère de la France d'Outre-Mer, qui doit rendre sa sentence *le 19 janvier.*

Les leçons de la première manche

Laissons de côté tous les mensonges par lesquels la radio officielle s'est efforcée de faire croire à une grève, et de masquer le coup de force patronal. Notons cependant que, contrairement à ce qui s'était produit lors du premier conflit de la presse, en ter les rotativistes comme des « saboteurs de la presse de la Résistance», ou autres infamies du même genre. *La Vérité* est heureuse d'avoir fait ce qui était en son pouvoir pour empêcher toute falsification du vrai conflit, toute déformation de la lutte réelle des rotativistes.

La gestion ouvrière

Notons aussi que le lock-out, décidé par Pierre Bloch, a provoqué une réaction ouvrière particulièrement intéressante : celle qui a conduit le comité syndical inter-presse, formé par les secrétaires de syndicats ouvriers de la presse, à poser le problème de la gestion ouvrière des entreprises nationalisés. Ce problème restera posé : la réaction attaque les entreprises nationalisées parce qu'elle veut rétablir le système de la presse privée où pourrissaient les journaux à profits énormes, à scandales ou à manœuvres honteuses ; d'autre part les entreprises nationalisées sont elles-mêmes gérées par des fonctionnaires sans scrupules qui ne songent qu'à leurs bénéfices personnels et aux combinaisons lucratives. *Dans cette situation, la seule façon de protéger les entreprises nationalisées et le principe de la nationalisation contre la bourgeoisie est de les faire marcher, et le seul moyen de les faire marcher est d'y établir le contrôle ouvrier.*

L'augmentation des salaires

Quant aux salaires, il est évident que l'intransigeance patronale s'est manifestée aussi brutalement parce que la moindre brèche pratiquée dans l'odieuse politique gouvernementale de blocage des salaires risque de faire crouler tout l'édifice. La farce des 5 % de baisse a été mise en scène pour faire avaler les hausses réelles du coût de la vie, et *surtout pour éviter les revendications de salaires.*

Mais celles-ci sont nécessaires. Même si, dans cinq jours, Chaillet accorde des miettes aux ouvriers de la presse, le problème ne sera pas résolu. Or si cet arbitrage ne donne rien, les syndiqués de la presse, qui n'ont jusqu'ici subi aucune défaite, devront reprendre le combat. Ils ont déjà obtenu un avantage important : tous les jours de lock-out seront payés par la S. N. E. P. Ce n'est pas assez : il faudra lutter pour les augmentations de salaire et lier cette lutte à celle de secteurs de plus en plus importants du monde du travail : fonctionnaires, par exemple, dont la misère accroît l'impatience légitime. Il faudra prendre un mot d'ordre d'ensemble qui associera à la lutte un nombre de plus en plus grands d'exploités, tel que *l'échelle mobile des salaires.* Et la réaliser par tous les moyens, y compris *la grève générale du livre.*

Louis MAGNIN.

On nous communique du Finistère :

L'aviso "Commandant Bory" a quitté Brest pour l'Indochine

Dans plusieurs localités du Finistère, des camarades du P.S. et du P.C.F. ont déclaré à nos militants qu'ils étaient convaincus que leurs partis répondraient à la lettre adressée par notre rayon de Brest en vue d'un meeting en commun contre la guerre d'Indochine.

Nous avons le regret d'annoncer que ni le P.S., ni le P.C.F. n'ont répondu.

L'aviso « Commandant Delage » vient de faire ses essais, le « Commandant Bory » est déjà parti.

Les leaders du P.S. et du P.C.F. ont fait comme Ponce-Pilate, mais ils ne pourront jamais effacer de leurs mains le sang des marins français ni des coolies vietnamiens.

Les ouvriers de Brest n'oublieront pas l'attitude ignoble des dirigeants « socialistes » et « communistes » en « peau de lapin »...

A propos de notre enquête sur le minimum vital :

Deux camarades nous ont écrit pour apporter leurs données sur l'enquête sur le minimum vital abordé par notre camarade Varlon dans les derniers numéros de la « Vérité ». Nous publions dans ce numéro la lettre d'un camarade employé des finances :

« Si tu te souviens de notre entrevue du mois dernier, je t'avais expliqué les anomalies existant en Seine-et-Oise en matière d'allocations familiales. C'est ainsi que Corbeil est en 1re zone pour les salaires et en 2e pour le salaire moyen départemental. La Trésorerie générale a cru que cette discordance avait été supprimée et elle m'a rappelé près de 12.000 francs d'allocations le mois dernier. Depuis, elle s'est aperçue de son erreur et m'a retenu le trop perçu sur mon traitement de décembre, si bien que je n'ai touché que 9.875 fr. Pour faire vivre sept personnes, c'est plutôt maigre. De bons esprits me font certes remarquer que je n'aurais pas dû toucher au rappel que j'avais perçu à tort. Ils oublient que les 21.781 fr. représentant le traitement et les indemnités que je touche chaque mois sont tout à fait insuffisants pour faire vivre une femme et cinq enfants. Il me faudrait 900 francs par jour pour subvenir aux besoins de ma famille, sans faire de folies. Je n'achète, en effet, rien au marché noir, car j'ai déjà bien du mal à payer les denrées auxquelles les tickets donnent droit. Encore mes enfants, âgés de 1 an à 10 ans, me coûtent certainement moins que s'ils avaient quelques années de plus.

Il faut te dire que je suis loin d'être au dernier grade de la hiérarchie. J'ai 15 ans de service et je suis sous-chef de service avec un traitement nominal de 75.000 francs auquel s'ajoutent une indemnité de fonctions de 7.500 fr. De plus, pour la répartition des remises, je suis beaucoup mieux partagé que les commis et les auxiliaires. Aussi, rends-toi compte de la situation de ces deux dernières catégories qui débutent les premiers à 42.000 fr., les seconds à 37.000 fr. et qui n'ont pas d'indemnité de fonctions, mais seulement une indemnité de vie chère de 4.800 fr. Je connais un auxiliaire chargé de famille qui a depuis deux ans une retenue sur sa paye à la suite d'une opposition faite par un commerçant qu'il n'a pas pu payer.

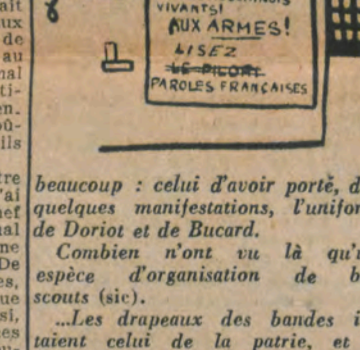
Ces renseignements te paraîtront peut-être superflus, mais je pense qu'ils pourraient intéresser le camarade qui dans la « Vérité » fait une enquête sur le minimum vital. »

Les patrons du P.R.L. ont besoin de miliciens pour combattre la classe ouvrière

Le torchon du P.R.L. « Paroles Françaises » fait une campagne pour la libération des quelques miliciens qui se trouvent encore en prison.

Voici quelques extraits d'un article paru le 13 décembre.

Quels crimes ont-ils commis ? Pour



beaucoup : celui d'avoir porté, dans quelques manifestations, l'uniforme de Doriot et de Bucard.

Combien n'ont vu là qu'une espèce d'organisation de boy-scouts (sic).

...Les drapeaux des bandes imitaient celui de la patrie, et ce n'étaient pas les plus mauvais d'entre les jeunes qu'elles attiraient dans leurs rangs. Dans la soif d'action de leurs vingt ans, avaient-ils le temps d'apercevoir derrière leurs chefs l'ombre de la croix gammée ?

Et voici la conclusion.

Plutôt que de les laisser pourrir, qu'on les lâche... qu'on rende les jeunes amoureux de l'aventure à des aventures utiles à la nation. Il n'en manque pas. Elles les attendent à chaque lambeau de notre Empire déchiqueté.

Les ministres de la bourgeoisie ne sont pas restés sourds à cet appel. Beaucoup de ces jeunes tueurs sont partis accomplir de nouveaux Oradour en Indochine. Ils massacraient hier des ouvriers français, ils se « rachètent » aujourd'hui en assassinant des travailleurs vietnamiens... et ils ont de bonnes armes, grâce à M. Tillon qui, comme tous les ministres staliniens, est un réalisateur.

D'autres miliciens, en attendant le départ écrivent des lettres anonymes de menace à *La Vérité.*

Voilà un beau résultat, deux ans après la Libération, et le journal du P.R.L., non content de congratuler les SS., peut se permettre, dans la même page, d'insulter les F.T.P.

Ces mercenaires, ces assassins qui avaient retranché deux couleurs à l'étendard tricolore. Il faut qu'on les dénonce et qu'on les punisse.

Camarade F.T.P. qui lit cet article, je sais que ta première envie, c'est de déterrer des grenades et de faire un tour devant les locaux du P.R.L. Mais la vraie solution ne consiste pas à faire isolément ce qui était possible *collectivement* en 1944.

Il faut à nouveau préparer l'action collective qui balaiera le capital avec toute sa pourriture, depuis les miliciens jusqu'aux larbins du P.R.L.

Tu penses que cette action est nécessaire. Eh bien, il faut s'unir et s'organiser, mais pas sous la houlette de ceux qui ont brisé l'élan de 1944 et qui, aujourd'hui, font trimer les prolétaires pour fournir des armes aux tueurs de Vietnamiens.

Ceux qui font cela : ce ne sont pas nos camarades et il est impossible de construire un parti révolutionnaire avec eux. Tu dois réaliser cette évidence.

Si tu ne comprends pas cela. Si tu reste sourd aux appels du peuple vietnamien, alors tâche d'oublier que les miliciens reviendront un jour d'Indochine... et qu'ils ne reviendront pas les mains vides... car notre ministre de l'Armement était un... « réalisateur ».

A. CALVES.

LE GOUVERNEMENT IMPUISSANT DEVANT LES TRAFIQUANTS

IL N'Y A PLUS DE VIANDE

La simple annonce de la fixation prochaine d'une réglementation des prix de la distribution de la viande de porc a fait miraculeusement disparaître celle-ci des charcuteries, où depuis quelques mois, il était quand même possible d'acheter, à des prix plus ou moins abordables, une côtelette. Les marchands de cochons se sont joués du gouvernement mais il faut reconnaître que celui-ci se laisse jouer avec beaucoup de bonne volonté. Non seulement le gouvernement ne se fâche jamais, mais encore joue perdant d'avance ; souvenez-vous des déclarations gouvernementales d'avant Noël, annonçant la taxation prochaine de la viande de porc mais « après les fêtes seulement, afin que les Parisiens puissent avoir de la viande dans cette période de l'année ». Le gouvernement avait cyniquement prévu que la mise en application de ses mesures amènerait la disparition de cette denrée sur le marché. A défaut d'autres qualités, le gouvernement a au moins celle de la divination...

Là come ailleurs, les mercantis et les trafiquants ont la partie belle. Toute décision gouvernementale prise sinon avec aucun espoir d'application, tout au mois sans volonté décidée d'utiliser des méthodes efficaces tourne à leur bénéfice.

Aujourd'hui, la viande de porc ainsi que la viande de boucherie ont disparu des étals. A l'annonce de l'application des dérisoires 5 % de baisse, les marchands de bestiaux déclarent: « Rien à faire, nous ne pouvons diminuer ». On peut apprécier le culot de ces messieurs lorsqu'on sait que, sur une bête de 30.000 francs, 5.000 francs leur reviennent en bénéfice.

Les leçons que l'on doit tirer de cette double disparition, de cette double provocation à la faim des travailleurs, c'est que le gouvernement non seulement est incapable de juguler les affameurs, mais encore semble se prêter avec beaucoup de bonne volonté à leurs manœuvres Toutes les méthodes employées en matière de ravitaillement par Pineau, Farge ou Minjoz ont fait faillite. Loin de craindre l'action gouvernementale, les trafiquants font le chantage à la famine. Si les pouvoirs publics, avec leurs inspecteurs du ravitaillement, impuissants ou corrompus, avec leurs contrôleurs de tous genres, sont incapables et le sont manifestement, d'organiser le ravitaillement, les classes laborieuses du pays, elles, sauront trouver les solutions qui s'imposent et qui leur permettront de vivre.

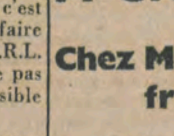
Ni discours ni manifestations, à l'action pour le contrôle populaire

Ce ne sont pas les manifestations devant les abattoirs qui interdisent la hausse et font arriver le bétail, ce ne sont pas les discours devant les Halles centrales qui font peur aux grossistes, nous avons quelques exemples suffisants du contraire. Seule, l'action des travailleurs des villes et des champs établissant dans le pays un réseau de collectage et de répartition, en supprimant les intermédiaires inutiles, permettra aux masses laborieuses de manger à leur faim. Cette solidarité des villes et des champs n'est pas à sens unique, car si l'ouvrier a besoin du paysan pour manger, le paysan a besoin de l'ouvrier pour travailler. Le paysan apporte les denrées, l'ouvrier les machines, les engrais indispensables à la vie de la campagne.

Les travailleurs des campagnes se chargeront par les comités locaux de leur organisation syndicale, de la récupération des denrées, que les ouvriers cheminots convoieront vers les villes en empêchant tout détournement en cours de route, les syndicats ouvriers des villes prendront livraison, les ouvriers des échaudoirs et des abattoirs interdiront tout trafic et livreront directement aux unions syndicales qui se chargeront de la répartition aux petits commerçants que les ménagères contrôleront en empêchant toute manœuvre malhonnête.

Les petits commerçants feront d'ailleurs, pour une grande part, leur propre police contre les brebis galeuses de leur profession. Car ce n'est pas à la vente du détail que se réalisent les plus importants détournements mais dans la filière des multiples intermédiaires parasites que seul un contrôle populaire pourra liquider. Plus urgent que jamais, ce contrôle populaire doit entrer en application. Les masses laborieuses du pays comprennent qu'il y va de leur vie. Face à l'organisation impuissante de la bourgeoisie, les travailleurs construiront leur organisation qui, elle, saura donner à manger à tous ceux qui travaillent.

Maurice LAVAL.



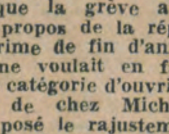
LES TRAVAILLEURS A L'ACTION

A Clermont-Ferrand

Chez Michelin, les dirigeants Communistes français du syndicat capitulent

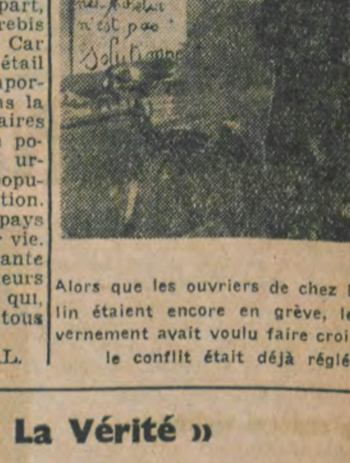
Dans son tract, la région de Clermont du P.C.I. avait raison d'avertir les grévistes de chez Michelin d'être vigilants. La direction syndicale a ordonné la reprise du travail pour aujourd'hui lundi. Elle a accepté sans réserve la sentence de l'arbitre dépêché par le gouvernement, M. Lambert, et il n'y a pas d'illusions à avoir sur cette sentence, puisqu'ils n'ont pas osé la publier jusqu'à présent !

Les travailleurs n'oublieront pas cette leçon. Le premier coup sérieux a été porté à leur confiance



dans les dirigeants P.C.F. ; les conséquences s'en feront bientôt sentir.

Rappelons que la grève avait éclaté le 8 à propos de la répartition de la prime de fin d'année. La direction ne voulait en faire profiter qu'une catégorie d'ouvriers. Les ouvriers de chez Michelin avaient aussi posé le rajustement des salaires de chez Michelin avec ceux des autres usines de caoutchouc.



Alors que les ouvriers de chez Michelin étaient encore en grève, le gouvernement avait voulu faire croire que le conflit était déjà réglé.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du manque d'illustrations de ce numéro, mais les deux éditions spéciales que nous avons publiées pour la région parisienne, sur le conflit de la presse, nous ont empêchés d'apporter le soin habituel à la présentation du journal.

LA REDACTION.

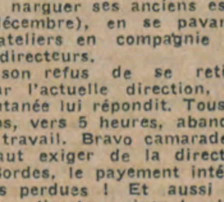
A Nantes

Débrayage de l'établissement national d'Indre contre la visite d'un ancien directeur pro-nazi

Nantes, le 13 janvier 1947.

A l'établissement national d'Indret (Loire-Inférieure), pendant l'occupation, Bordes, ingénieur du génie maritime, avait bien servi la bourgeoisie allemande et la française, par la même occasion. Dénonciation, surexploitation, déportation de plus de la moitié du personnel tels furent ses agissements... qui lui méritèrent à la « libération », après un déplacement par prudence, un poste plus élevé à Toulon.

Récompensé de son zèle par la justice bourgeoise, Bordes a eu le culot



de revenir narguer ses anciens esclaves (31 décembre), en se pavanant dans les ateliers en compagnie des nouveaux directeurs.

Devant son refus de se retirer, appuyé par l'actuelle direction, une grève spontanée lui répondit. Tous les compagnons, vers 5 heures, abandonnèrent le travail. Bravo camarades ! Mais il faut exiger de la direction, amie de Bordes, le payement intégral des heures perdues ! Et aussi par votre action directe, exigez le châtiment de ce fasciste !

A Suresnes

Résolution de la section du syndicat du personnel des communes de la Seine et de la Seine-et-Oise

La section syndicale réunie en assemblée générale le 27 décembre 1946 :

proteste contre la définition du minimum vital exprimée par le bureau confédéral.

a) Parce que cette revendication si importante pour les travailleurs est définie d'une manière bureaucratique sans que le débat soit engagé dans la C. G. T. afin de permettre une consultation des travailleurs syndiqués.

b) Parce que tout en reconnaissant que le minimum vital devrait être de 103.000 fr., le bureau confédéral avant toute discussion avec le gouvernement annonce qu'il consent à rabattre à 84.000 fr., montrant par là qu'il est prêt à capituler comme capitulaient devant le M. R. P., R. Schuman, ceux qui avaient promis de défendre les 25 %, en juin dernier.

c) Parce qu'elle considère ce minimum vital insuffisant à la veille d'un nouveau bond des prix qui aura pour conséquence d'avilir davantage le pouvoir d'achat des traitements et des salaires, malgré la duperie d'une augmentation nouvelle.

En conséquence :

1) Exige que la C. G. T. maintienne le taux du minimum vital défini en février 1945 au lendemain de la Libération, alors que l'économie du pays se trouvait dans le marasme le plus complet, et qui fixait le minimum mensuel à 4.000 francs.

Aujourd'hui, après que le niveau de la production se soit relevé considérablement, grâce à l'effort extraordinaire de la classe ouvrière, l'argument « marasme économique » doit être rejeté comme sans valeur.

Le minimum vital de février 1945 doit être maintenu majoré, du pourcentage d'augmentation, de l'indice du coût de la vie (établi par la statistique générale de la France).

Le minimum vital se définit donc de la manière suivante :

Indice du coût de la vie : 100 (avril 1945). — 264 (1er novembre 1946).

Minimum mensuel : 4.000 (avril 1945) — 10.560 (1er novembre 1946).

2) Ce minimum vital doit être garanti contre un nouveau bond des prix par l'application de l'échelle mobile des traitements, salaires et retraites.

Le minimum vital doit être revalorisé automatiquement sur la base des indices que fournira la C. G. T. et le cas échéant ceux de la statistique générale de la France.

Le minimum vital servira de base pour la hiérarchie des salaires. Les variations en rapport avec le coût de la vie seront intégralement appliquées à tous les salaires.

3) Assure le bureau confédéral de sa volonté d'engager la bataille pour la satisfaction de ses renvendications jusque et y compris la grève générale.

Transmis à la Commission exécutive du Syndicat du personnel des communes de Seine et Seine-et-Oise.

★

Débrayage chez Guillomet

S'il y a une boîte où les ouvriers sont plus exploités que partout ailleurs, c'est bien chez Guillomet, usine de teinture.

Dans cette boîte un manœuvre gagne 30 fr. de l'heure. Le salaire des femmes varie entre 26, 27 et 29 fr. 50. Les ouvriers de l'entretien (ouvriers professionnels) de 37 à 45 fr. Par exemple, un ouvrier ajusteur de métier, et qui a 28 ans de maison gagne 45 fr. de l'heure. Et ce sont là des salaires nets, c'est-à-dire qu'aucune prime, aucun boni ne vient s'y ajouter.

Depuis déjà un certain temps devant ces salaires de famine, l'atmosphère dans l'usine était tendue, on discutait ferme. C'est ainsi que le 15 janvier à 9 heures, les ouvriers et les ouvrières en ayant par-dessus la tête de vivre avec ces salaires de misère, déclenchent la grève et posent par l'intermédiaire de leur délégué les revendications suivantes :

40 à 43 fr. pour les manœuvres ;
35 à 38 fr. pour les femmes ;
et le tarif de la métallurgie pour l'entretien.

Ces revendications sont bien minimes quand on pense que chez Renondin les salaires pour un manœuvre sont environ de 50 fr. Les femmes 55 francs et les professionnels de 62 fr. 50 à 75 francs.

Les ouvriers furent très combatifs, principalement les femmes. La grève déclenchée le matin à 9 h. a duré toute la journée.

Le Syndicat chrétien a comme d'habitude jouer son rôle de jaune.

Les ouvriers de chez Guillomet sauront par leur lutte intransigeante, jusqu'à la victoire, faire capituler leur patron rapace comme il n'y en a pas.

Un correspondant ouvrier.

Une enquête de « La Vérité »

Le plan de sécurité sociale

(II) LES COTISATIONS

Pour simplifier, nous n'envisagerons ici que le cas des salariés.

En matière d'accidents du travail, la cotisation est entièrement à la charge du patron. Son montant varie selon la profession.

En matière d'allocations familiales, la cotisation est également à la charge du patron. Elle est de 12 0/0 du salaire.

En matière d'assurances sociales, le patron et le salarié versent chacun une cotisation de 6 0/0 du salaire. Le patron paie, en outre, une cotisation de 4 0/0 pour financer l'allocation aux vieux.

Immédiatement, une anomalie saute aux yeux : c'est la cotisation mise à la charge du salarié en matière d'assurances sociales. Les communistes ont depuis toujours réclamé la suppression de la cotisation ouvrière. Le financement de la Sécurité sociale doit être assuré par prélèvement sur les profits patronaux et non par une retenue sur le salaire dont le travailleur a besoin en totalité pour subsister.

Les réformistes avaient coutume de dire que le principe d'une cotisation des salariés était nécessaire pour leur donner le droit à une participation dans la gestion des Assurances sociales. Mais nous avons vu que les assurés gèrent maintenant eux-mêmes les accidents du travail et les allocations familiales, sans pour cela participer au financement de ces institutions. C'est la preuve qu'il peut en être de même pour les assurances sociales.

Donc, de même que les **TRAVAILLEURS DOIVENT EXIGER LA SUPPRESSION DE L'IMPOT SUR LES SALAIRES, ILS DOIVENT EXIGER LA SUPPRESSION DE LA COTISATION OUVRIERE DES ASSURANCES SOCIALES.**

Il y a deux France

Dans un éditorial du journal *Eux et Nous,* organe des prisonniers de guerre des Vosges, il est affirmé qu'il n'y a pas deux France, mais qu'une seule et même France, et mes camarades s'élèvent contre les diviseurs. Je veux une fois de plus mettre en garde mes camarades contre le danger d'une union entre honnêtes gens et crapules. Oui, camarades, il y a deux France. Il y a la France qui travaille, qui souffre, qui gémit, il y a la France qui a faim, qui manque de charbon. De l'autre côté, il y a la France qui ne travaille pas, qui vit dans le bonheur, qui ne connaît pas les difficultés présentes, il y a la France qui s'engraisse en se payant de bonnes bouchées en passant par le marché noir. Oui, camarades prisonniers de guerre,

il y a deux France, même pour les prisonniers de guerre. Regarde bien autour de toi et tu verras des gens qui n'ont pas été soldat, qui pendant cinq longues années ont amassé des millions pendant que nous pourrissions dans les kommandos. Tu verras ces bons dénonciateurs de prolétaires se pavaner dans l'abondance. Regarde bien, camarade communiste, et tu verras l'ouvrier, le producteur, qui se serre la ceinture pendant que le riche qui n'est pas producteur ne se refuse rien depuis 1939. La table du riche n'a pas changé, mais celle du prolétaire a bien diminué. Oui, camarade communiste, il y a deux France. D'un côté la France des ouvriers, des paysans, des exploités, la France qui souffre, qui à chaque guerre laisse dans la boue et le sang des centaines de milliers de ses enfants. De l'autre côté, il y a la France des riches, des paresseux, des exploiteurs, des trafiquants de toute sorte, il y a la France qui jouit dans l'abondance et le luxe. France qui à chaque guerre amasse des millions en faisant massacrer des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans. Proclamer qu'il n'y a pas deux France, c'est trahir la cause de ceux qui ont souffert derrière les barbelés. Je sais, on va me dire, que parmi nous il y avait des capitalistes. Oui, il y en avait les premiers mois ou plutôt les premiers jours de notre captivité, mais ils ont disparu comme par enchantement et je puis affirmer que pendant mes cinq années de captivité je n'ai jamais rencontrer de grands capitalistes. Sur quatre-vingts camarades de mon kommando, le plus riche d'entre nous était un instituteur, alors c'est tout dire. Nier qu'il y a deux France, c'est se faire complice du capitalisme fauteur de guerre, c'est trahir les intérêts des victimes de la guerre pour la défense des intérêts des parias.

Charles SASSO.
ancien prisonnier de guerre
Stalag XI A, kommando 1402, Kassel

Le gérant : M. JUILLIA.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
IMPRIMERIE REAUMUR — 100, rue Réaumur —

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) .... 250 fr.
pour 6 mois (26 nos) .... 125 fr.
pour 3 mois (13 nos)........... 60 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom ....

Adresse ....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 · Paris.

Signature :

Soutiens « La VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.